

**Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

**Les formations en alternance et leurs effets de  
transformation sur les apprenants et leur  
milieu.**

**Cas de la MFR de Potou au Sénégal**

Mémoire réalisé par  
**Arthur Davies**

Promoteur  
**Philippe De Leener**

Lecteurs  
**Marc Totte, Sarahi Gutierrez**

Année académique 2018 - 2019  
**Master en Sciences de la population et du développement, à finalité  
spécialisée en développement**



Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'D. D.', with a long horizontal stroke extending to the right.



## *Remerciements*

*À Saer, qui m'a accueilli dans sa MFR et auprès de sa famille. Je me souviens de ce jour, la veille de mon départ, où nous étions assis l'un à côté de l'autre, à se parler en regardant droit devant, pour se dire à quel point nous étions heureux de ces moments passés ensemble ;*

*À Khady, Yacine, Djiby, Moussa, Pape Ibrahima, Mandiaye et Saliou, diplômés de la MFR, qui se sont ouverts à moi pour me confier une partie de leur histoire, et qui m'ont tant appris sur cette autre vie ;*

*À Oumar, Pape Magor, Arame, Mami, Maïmouna, Mère Awa, Fatou, Modeul, et tous les autres... Nous avons ri, et crié, et chanté, et marché, et dansé tous ensemble. Il y aura toujours une petite partie de chacun de vous en moi, et une grosse partie de moi à jamais à Potou ;*

*À Bakary, mon interprète émérite. Mais surtout mon fidèle ami, qui m'a suivi dans toutes mes expéditions, sous le soleil, les vents de poussière et à travers les chemins de sable sans fins ;*

*À mon professeur, Philippe de Leener, qui a cru en moi dès le début et m'a lancé dans cette aventure à Potou. Il m'a toujours encouragé, soutenu, motivé, conseillé et guidé. J'ai tant appris à ses côtés ;*

*À Pape Sane et Bintou Badji de l'ANMFR, qui ont accepté ma venue pour mon stage et mes recherches, et se sont toujours inquiétés de mon bien-être.*

*On ne peut jamais vraiment savoir qui la vie va mettre sur notre route. Mais si tout était à refaire, je souhaiterais que rien ne change. Vous m'avez tous accompagnés, et à la fin vous êtes encore présents avec moi. J'ai mis tout mon cœur dans ce travail, mais c'est tellement difficile de raconter la vie avec des mots. Merci à tous et pour tout, j'ai vraiment beaucoup de chance.*



« [...] on me nomme aujourd'hui l'Africain, mais d'Afrique ne suis, ni d'Europe, ni d'Arabie. On m'appelle aussi le Grenadin, le Fassi, le Zayyati, mais je ne viens d'aucun pays, d'aucune cité, d'aucune tribu. Je suis fils de la route, ma patrie est caravane, et ma vie la plus inattendue des traversées. »

*Léon l'Africain – Amin Maalouf – 1986*

# Table des matières

<i>Sigles et abréviations</i> .....	10
<i>Introduction</i> .....	11
<i>Chapitre 1 : Méthodologie</i> .....	14
<b>1. Le terrain</b> .....	14
1.1 La zone géographique de recherche.....	14
1.2 Les deux promotions de la MFR de Potou.....	16
<b>2. Les prémices de ma recherche</b> .....	17
2.1 Premières données .....	17
2.2 Premières pistes de recherches et mise en question .....	18
<b>3. Les apprenants sélectionnés pour les entretiens</b> .....	20
<b>4. Les méthodes d'entretien</b> .....	22
<i>Chapitre 2 : Le cadre théorique et conceptuel</i> .....	24
<b>1. Le contexte sénégalais</b> .....	24
1.1 Situation générale du pays .....	24
1.2 Le Plan Sénégal Émergent .....	26
<b>2. L'emploi des jeunes ruraux</b> .....	27
<b>3. L'instruction d'une jeunesse : entre formations professionnelles et enseignement supérieur, quelles possibilités ?</b> .....	30
<b>4. La rationalité paysanne en milieu rural africain</b> .....	34
<b>5. Le mouvement des MFR dans le monde</b> .....	38
5.1 Généralités .....	38
5.2 Présentation de la MFR de Potou.....	40
<i>Chapitre 3 : En amont des formations</i> .....	42
<b>1. Observations sur le milieu</b> .....	42

1.1 La pluriactivité des jeunes .....	42
1.2 Les jeunes de Potou et l'agriculture.....	46
<b>2. Les différentes motivations pour se former .....</b>	<b>47</b>
<b>3. Remarques, et période de transition.....</b>	<b>50</b>
<b><i>Chapitre 4 : Après les formations .....</i></b>	<b><i>55</i></b>
<b>1. Les impacts sur la vie des apprenants .....</b>	<b>55</b>
<b>2. L'influence des apprenants sur leur milieu .....</b>	<b>58</b>
<b>3. Les impacts pour la 2<sup>ème</sup> promotion.....</b>	<b>60</b>
3.1 La question de l'insertion des diplômés.....	60
3.2 Le rôle du CFP de Louga .....	62
3.3 Qu'est-ce qui a changé pour la 2 <sup>ème</sup> promotion ?.....	64
<b>4. L'activité en commun, et la transformation .....</b>	<b>67</b>
4.1 Le travail en groupe .....	67
4.2 La transformation à Potou.....	70
<b><i>Chapitre 5 : Remarques générales et positionnement théorique.....</i></b>	<b><i>72</i></b>
<b>1. Remarques et conclusion sur les formations.....</b>	<b>72</b>
5.1.1 Le goût d'apprendre en milieu rural .....	72
5.1.2 Les processus d'innovation .....	74
5.1.3 Le rapport à l'agriculture .....	75
<b>2. Positionnement théorique .....</b>	<b>77</b>
<b><i>Conclusion.....</i></b>	<b><i>83</i></b>
<b><i>Bibliographie .....</i></b>	<b><i>87</i></b>

## **Sigles et abréviations**

**ACCIR** : Association Champenoise de Coopération Inter-Régionale ;

**ANCAR** : Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural ;

**ANMFR** : Association Nationale des Maisons Familiales Rurales (du Sénégal) ;

**BFPA** : Bureau de la Formation Professionnelle Agricole ;

**CFP** : Centre de Formation Professionnelle ;

**COPI** : Comité de Pilotage (des MFR du Sénégal) ;

**MFR** : Maison Familiale Rurale ;

**PSE** : Plan Sénégal Émergent ;

**UNMFREO** : Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation.

## Introduction

C'est à la fin de ma dernière interview, quelques jours avant mon départ, que je réalise pleinement ce pour quoi je suis venu ici à Potou pour deux mois. Non pas que je m'étais engagé sans cet objectif en tête et que j'étais arrivé sans y avoir réfléchi. Mais peut-être qu'au fil des jours, à mesure que j'avançais dans ce nouvel environnement, partagé entre mon travail, mes recherches, ma découverte de la vie sur place, cette mission s'est logée silencieusement dans un recoin de mon esprit. C'est d'autant plus fort quand elle ressurgit sans crier gare, et qu'elle me vient de la personne en face de moi. Je me sens alors submergé par ce sentiment électrisant d'euphorie émue qui pousse vers l'avant et donne envie d'aller voir plus loin. Mais oui bien sûr, c'est bien pour ça, merci Mandiaye.

*« Merci de t'être intéressé à nous, et d'avoir partagé ce qu'on vit. Tu fais partie de la famille. Mais tu sais Arthur, il ne faut pas s'arrêter là, les savoirs ça va dans les deux sens, alors nous aussi il faut qu'on profite de ta présence et de tes savoirs. Donne-moi ton email, si j'ai une question je t'écrirai ».* Je n'ai qu'une envie, écouter la conversation, me précipiter pour noter cette phrase, si anodine et puissante, et ne pas oublier un seul de ses mots. C'est peut-être le but de tout un chacun, donner du sens aux choses, marquer son passage, accéder à la postérité. Je veux réussir à faire avancer les choses, renvoyer quelque chose à toutes ces personnes que j'ai rencontrées sur place et qui m'ont accompagné dans cette aventure, que mon travail aide et serve. C'est cette mission si profonde et capitale qui me pousse alors, à donner le meilleur de moi-même.

C'est mon professeur, Philippe De Leener, qui me sensibilise au travail de l'ANMFR et me lance dans cette belle entreprise. Je m'informe du rôle, des actions, des objectifs et des valeurs de l'association, et reviens en discuter avec lui. Œuvrer pour la formation des jeunes ruraux, leur apprendre un métier et les aider à s'insérer professionnellement. C'est si important dans ce contexte rural où l'inactivité et la sous-activité frappent grandement les jeunes, où ils sont peu formés et avancent dans une vie qui leur offre peu de perspective d'un avenir digne et serein.

C'est à Potou, une petite ville d'environ 3000 habitants à 250 km au nord de Dakar, la capitale, que j'ai passé deux mois à exercer mon travail de stagiaire et à « voler » du temps pour mes recherches. La MFR y est bien implantée, et tenue d'une main de

maître par son directeur Saer Gueye. C'est un véritable pilier de la communauté, qui se dépense sans compter. Il a fait de sa Maison une institution du développement local. Il m'a accueilli comme un fils et fait une place dans sa famille, j'y ai appris une vie que je ne connaissais pas. Une vie simple, une vie authentique, avec des gens ouverts, accueillants et sincères. C'est si difficile d'être simple. Dans nos sociétés occidentales, je crois que c'est quelque chose qui nous échappe. Être simplement soi-même, simplement simple, et c'est là qu'on est le plus proche de soi-même. J'ai écrit une phrase un soir dans ma chambre à Potou : « Ils sont simples et je suis simple, alors on se connaît ». En tout cas, cette phrase me parle.

Mais revenons un peu en arrière. Avant d'être propulsé à Potou, mon professeur De Leener veut attiser mon intérêt et mon esprit scientifico-critique. « Tiens Arthur, voici le rapport de mission que j'ai rédigé suite à mon expérience sur place et à Potou. Lis-le et regarde si ça te parle, si tu as des idées et si tu peux penser à un sujet de recherche. Mais attention, cette recherche n'est pas que pour toi, et les MFR du Sénégal doivent se montrer intéressés par ce que tu proposes ». Les mots ne sont peut-être pas exacts, mais dans l'ensemble c'est ça. C'est le premier qui me fait réaliser l'importance de ne pas faire une recherche « égoïste », et de s'insérer dans un mouvement de partage. Ce que Mandiaye me rappellera tout à la fin.

Une des premières questions qui me vient concerne le ruissellement des savoirs : comment est-ce que les personnes formées s'approprient ces nouvelles connaissances et les transmettent une fois rentrées chez elles ? Je pense : les formations touchent un nombre limité de personnes, tout le monde ne s'y inscrit pas. Seuls quelques représentants des villages alentours y participent. Alors, pour que les savoirs appris soient pérennes et se généralisent, il faut que ce nombre limité d'apprenants parlent de ce qu'ils savent, à un nombre moins limité. Je propose cette idée à Pape Sane, le directeur régional de l'ANMFR, et il se montre intéressé. Il trouve que cela fera un bon sujet de recherche. C'est formidable.

Dans cette lancée, nous nous mettons d'accord avec le professeur De Leener sur le thème « Les formations par alternance et leurs effets de transformation sur les apprenants et leur milieu ». Un peu plus large, qui englobe ce que j'essayais de formuler au début.

**Comment les MFR, et particulièrement celle de Potou, participent au développement local et régional, et des villages alentours ?** Comment les jeunes, une fois formés, participent au développement de leur village, de leur communauté, de leur famille ? Je tenais à faire ressortir cet aspect du *développement* dans la problématique. Parce que je suis formé sur ces questions et que les MFR sont une organisation de développement. Les MFR appuient le développement à travers les formations dispensées, et les jeunes une fois formés eux aussi, grâce à ces nouvelles connaissances et compétences. Mais peut-être pas seulement. En tout cas c'est ce que j'ai essayé de comprendre sur place, et à quoi je tenterai de répondre dans ce travail.

J'étais prêt à partir pour vivre l'aventure de Potou. Motivé pour mon travail de stagiaire et plus ou moins cadré dans mes recherches. Plus ou moins, parce que je crois être un partisan de l'induction, assimiler et me laisser absorber par le contexte ambiant, avant de m'abreuver des recherches des autres. Aujourd'hui quand j'écris ces lignes, je suis certain de là où je me dirige, au début peut-être pas totalement. Ces quelques pistes de recherches que je présente en introduction ne sont pas l'intégralité de mes idées et, au fil des jours à Potou mon questionnement évolue sans cesse. J'ai cherché à transmettre cette progression et à la faire vivre à travers mon récit. Vivre à travers mes personnages, à travers les situations sur place, et à travers mon apprentissage de toute cette vie là-bas.

Voyagez avec moi, à 6000 kilomètres de chez vous, dans ces petits villages où la vie avance plus lentement qu'ailleurs. Pénétrez mon esprit et partagez la réalité des jeunes et des moins jeunes de Potou. Qui sait, peut-être que vous apprendrez des choses, et alors j'aurais réussi ma mission. Mais ça on ne le saura qu'à la fin.

# Chapitre 1 : Méthodologie

## 1. Le terrain

### 1.1 La zone géographique de recherche

Mon travail de recherche s'est concentré sur la zone géographique autour de la ville de Potou. Cette dernière est située à 250 km au nord de Dakar et appartient à la région de Louga, ayant pour chef-lieu la ville du même nom. Il s'agit de la 3<sup>e</sup> région la plus étendue du pays, elle accueille un peu plus d'un million d'habitants. (ANSD, 2015). Elle est traversée par une importante zone agricole : la bande des Niayes, 180 km de long et 30 de large, qui s'étend de Dakar jusqu'au nord du pays, et la ville de Saint-Louis. La topographie de cette bande est propice à la culture maraîchère, par sa proximité avec l'océan qui humidifie la zone et la présence de nombreuses nappes d'eau peu profondes. La bande des Niayes fournit 80% de la production horticole du pays (Fall et al, 2001).

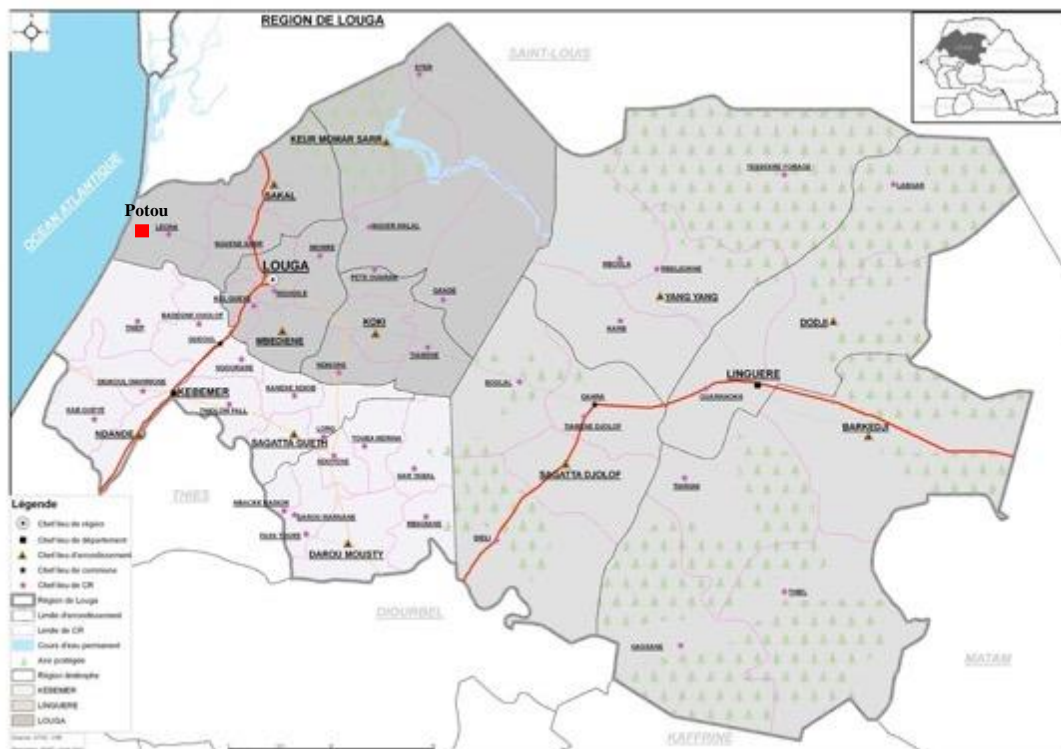


Figure : Carte de la région de Louga (Source : [servicepublic.gouv.sn](http://servicepublic.gouv.sn)<sup>1</sup>)

<sup>1</sup> [http://servicepublic.gouv.sn/index.php/demarche\\_administrative/colectivite\\_region/1/8](http://servicepublic.gouv.sn/index.php/demarche_administrative/colectivite_region/1/8)

La ville de Potou abrite 3000 habitants et appartient à la commune de Léona, 35'000 habitants répartis dans 112 villages. L'agriculture et l'élevage représentent 80 à 90% de l'activité de la commune. Le reste de la main d'œuvre est occupée à la pêche, l'artisanat, le petit commerce ou encore la réparation de véhicules. (ANSD, 2015). Malgré son appartenance à la bande des Niayes et sa proximité avec l'océan, les phénomènes de désertification sont très visibles autour de Potou. Si l'on exclut les champs verdoyants car fortement irrigués, le reste du paysage est très aride : le sable recouvre tout. Ainsi, deux types d'agricultures coexistent. Tout d'abord les cultures maraîchères (oignons, carottes, choux, tomates, pommes de terre...), chez ceux situés à proximité d'une nappe d'eau, et qui ont les moyens de réaliser un forage. Ensuite, les cultures hivernales ou grandes cultures (arachide, niébé<sup>2</sup>, oseille et mil) pour ceux qui n'ont pas suffisamment d'eau et sont contraints d'attendre la saison des pluies<sup>3</sup> pour cultiver en profitant de l'irrigation naturelle. (Source : document interne sur les généralités de la MFR de Potou).

Un projet de développement important a pris place dans la localité : les Villages du Millénaire. Fondée en 2005 par le professeur Jeffrey Sachs, Millenium Promise est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour le développement durable de communautés rurales africaines : réduire la pauvreté, la faim, les maladies... Elle a mis en place son projet Villages du Millénaire sur la période de 2005 à 2015 à travers des stratégies sur l'agriculture, l'éducation, l'amélioration des soins de santé, le petit entrepreneuriat. Villages du Millénaire intervient dans 10 pays en Afrique, dont le Sénégal où 6 villages de la commune de Léona ont été sélectionnés. (Source : [www.millenniumpromise.org](http://www.millenniumpromise.org)). Ainsi, sur le période de 2006 à 2011, le village de Potou a bénéficié d'une aide conséquente du projet : forages pour accéder à l'eau, bassins et goutte-à-goutte pour l'irrigation, pirogues pour les pêcheurs, raccordement à l'électricité, panneaux-solaires, goudronnage de la route, réfection des bâtiments de l'école, repas pour les élèves, assainissement de l'eau, équipement d'un centre de soin obstétrique... (The Millenium Villages Project, 2009).

---

<sup>2</sup> Petit haricot originaire d'Afrique.

<sup>3</sup> Appelée aussi hivernage, cette saison des pluies qui dure de juillet à octobre prodigue une importante quantité d'eau.

## 1.2 Les deux promotions de la MFR de Potou

Je ne parlerai pas dans cette partie du travail, des activités, du déroulement des formations, ou encore des conditions de survie de la MFR de Potou, tout cela sera abordé ultérieurement dans le chapitre 2. Je tâcherai ici de présenter les deux promotions d'apprenants qui se sont succédé à la MFR, dans l'optique d'expliquer mes raisonnements dans le choix de mes entretiens.

La MFR de Potou est située à l'extrémité nord de la ville. Elle intervient dans un groupement de 26 villages, situés autour de son centre. Les apprenants qui s'y inscrivent proviennent de tous ces villages différents.

La première promotion comptait 26 apprenants qui ont suivi leur formation au cours de l'année 2014 sur le thème du maraîchage. 13 hommes et 13 femmes, 17 de moins de 30 ans dont 5 de 16 ans et moins, avec des niveaux d'instructions variables : analphabètes, niveau CM2, collège, certains avec le baccalauréat. Seul un apprenant est originaire de Potou, tous les autres viennent des villages alentours, certains parcourent plus de 10 km par jour pour venir assister aux séances.

Finalement sur les 26 inscrits initialement, seuls 7 vont jusqu'au bout de la formation et sont diplômés. Les causes d'abandon sont multiples, et je reviendrai en profondeur dessus dans le chapitre 3. Plus encore que l'obtention d'un diplôme, de savoirs et l'apprentissage d'un métier, ces 7 diplômés ont tous bénéficié d'une aide pour leur insertion. Un financement d'ACCIR de 8'000 euros a permis à chacun d'accéder à un champ de 10 ares (50m x 20m), équipé du système de goutte-à-goutte et d'une motopompe. Aujourd'hui, 5 d'entre eux sont toujours en activité dans ces mêmes champs, les deux autres sont partis à l'étranger et laissent leurs parcelles aux mains de leurs familles.

La deuxième formation a eu lieu au cours de l'année 2017, avec 35 apprenants. Le thème de celle-ci était axé sur la transformation, la commercialisation, le marketing et le stockage, mais très peu de cours et de notions transmises sur la culture agricole ou la gestion de son exploitation. Cette formation s'est faite en partenariat avec le CFP de Louga, situé à 30 km de Potou. Contrairement à la 1<sup>ère</sup> promotion, ici les hommes sont grandement majoritaires : au nombre de 30 pour seulement 5 femmes. Autre différence, cette fois les apprenants habitent en majorité Potou : 19 sur les 35. Les niveaux d'instructions varient encore largement, et on note deux membres issus de

l'enseignement supérieur : un Master en physique nucléaire, et une Licence en anglais-informatique.

A l'issue de la formation, le CFP a remis un diplôme de compétences aux 35 inscrits. Cependant en discutant avec Saer Gueye, le directeur de la MFR de Potou, ce dernier m'apprend que seuls 13 apprenants sur les 35 ont réellement été assidus tout au long de l'année, ont suivi le processus en entier, étaient présents et participaient à toutes les réunions. De la même façon qu'il n'y avait finalement que 7 diplômés à la première promotion, nous ne retiendrons ici que les 13. À l'heure actuelle, les apprenants de 2017 n'ont toujours pas bénéficié d'un appui pour leur insertion ce qui constitue une autre différence majeure avec ceux de la promotion de 2014. Des projets d'insertion, individuels ou collectifs, pensés par les élèves accompagnés par la MFR sont en formulation et en cours de mise en place. Je reviendrai avec précision sur ces projets dans le chapitre 4.

J'aimerais faire une parenthèse rapide pour une remarque, qui s'éloigne certes de mon sujet de recherche, mais n'en reste pas moins intéressante. Comme je l'ai évoqué plus haut, les niveaux d'instruction des apprenants, de la 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> promotion, sont relativement différents d'une personne à l'autre. On observe néanmoins plusieurs tendances : une séparation en deux groupes avec le premier composé de personnes analphabètes ou du niveau CM2, et le second plus instruit de niveau fin de collège – baccalauréat. Et dans presque tous les cas, ce sont les adultes de plus de 35 ans qui composent le premier groupe, et les jeunes le second. Je ne suis pas certain que l'on puisse tirer des conclusions d'un échantillon si réduit de 60 personnes, néanmoins je trouve positif d'observer cette nouvelle génération qui s'instruit davantage que ses aînés, tout au moins à Potou.

## **2. Les prémices de ma recherche**

### 2.1 Premières données

La méthodologie que j'ai adoptée pour ma recherche est une approche inductive : j'ai initialement longuement observé le milieu, essayé d'en comprendre les mécanismes, posé les questions qui me venaient, et laissé trainer mes oreilles. C'est seulement dans un deuxième temps, une fois que je disposais de nombreuses données de terrain, que

j'ai cherché des références et textes scientifiques pour m'aider à mieux appréhender les mécanismes que j'observais.

Après deux semaines d'investigations du milieu, je disposais de suffisamment de données pour me permettre de formuler un questionnement dense et d'envisager diverses pistes de recherches. Ces données initiales venaient de plusieurs sources :

- Mes échanges avec Saer Gueye, le directeur de la MFR de Potou, mon référent sur place. Nous travaillons ensemble toute la journée, ce qui donne l'occasion de nombreux échanges, et parfois sur des éléments qui surviennent dans l'action et auxquels je n'aurais pas pu penser autrement. Il est très pointu sur son activité et la gestion de sa MFR, ses informations se montrent de grande qualité ;

- Mes échanges avec des jeunes du milieu, qui suivent ou non les formations à la MFR. Toujours sous la forme de courtes discussions et d'interactions informelles, qui ont permis d'éclairer de nombreux points. Elles se sont montrées intéressantes pour tout ce qui concerne les différentes rationalités que peut avoir quelqu'un ici à Potou : ses choix, ses préférences, ses motivations...

- Enfin, le dernier élément est un rapport de mission rédigé par le professeur De Leener suite à ses travaux et sa rencontre avec l'ANMFR. Ce dernier a passé plusieurs jours au Sénégal, dans les différentes MFR qui en jalonnent le territoire, notamment celle de Potou. Il décrit ainsi ce qu'il remarque et ses premières réflexions de son expérience sur place.

Je ne sortais jamais sans mon carnet toujours dans la poche gauche de mon pantalon, et ne manquait pas une occasion de griffonner une observation rapide, ou une question à éclaircir plus tard.

## 2.2 Premières pistes de recherches et mise en question

À ce point, j'étais capable d'émettre un certain nombre de questions, pour me permettre d'articuler ma recherche, puis de réaliser mes guides d'entretien ultérieurement. Tout d'abord il s'agit de distinguer deux catégories d'apprenants : les jeunes et les adultes.

Petite parenthèse, vous devez alors probablement penser qu'il s'agit d'un manque cruel de rigueur de ma part dans ce cadre d'une recherche scientifique : une catégorie de jeunes et une catégorie d'adultes, quel manque de précision ! Il faut néanmoins

savoir qu'ici à Potou, et c'est généralement le cas en milieu rural, les notions « jeunes » et « adultes » sont ambiguës et peuvent porter à confusion, surtout à travers notre vision occidentale de la question. Dans ce milieu c'est presque toujours le statut matrimonial, et non l'âge, qui définit si l'on appartient à l'une ou l'autre des catégories : un adulte est une personne mariée qui a des enfants, sinon c'est un jeune. Une étude réalisée en 2003 par Véronique Hertrich et Marie Lesclingand intitulée *Jeunesse et passage à l'âge adulte chez les Bwa du Mali* met en exergue ce phénomène. En plus du mariage et de la vie féconde, les auteures nous définissent une modalité supplémentaire du passage à l'âge adulte : les migrations de travail. (Hertrich, Lesclingand, 2003). Deux exemples supplémentaires de mon expérience à Potou viennent confirmer ces notions : Oumar Seck, un de mes amis sur place, considéré comme jeune malgré ses 35 ans : il n'est pas marié. Et un échange particulièrement évocateur avec Maïmouna : « Maïmouna quel âge tu as ? — J'ai 24 ans. — Tu es jeune ou tu es adulte ? — Je suis jeune. — Et Kiné, elle est jeune ou elle est adulte ? — Elle est adulte. — Kiné, quel âge tu as ? — J'ai 27 ans, je suis de 1991. — Pourquoi est-ce que Kiné elle est adulte et toi tu es jeune ? — Kiné elle est mariée. — C'est ça qui fait qu'on est adulte ? — Oui ! »

À présent que ces notions sont expliquées, retour sur ma méthode de catégorisation. Pour ma recherche, j'ai choisi de poser la limite des « jeunes » à 21/22/23 ans. Ce qui m'intéresse est de pouvoir différencier les personnes qui sont sorties de l'école il y a peu de temps, de ceux qui l'ont quitté il y a longtemps, exercent une activité professionnelle depuis et mènent une vie de famille. Voici donc l'essentiel de mon questionnement à ce stade de ma recherche, je le rappelle après les deux premières semaines passées sur place. Toujours avec cette différenciation temporelle en deux parties : avant les formations et après les formations.

- Avant les formations :

- Les jeunes : Pourquoi se sont-ils engagés ? Qu'attendent-ils de ses formations ? Qu'est-ce qu'ils y recherchent ? Pourquoi eux et pas d'autres ? Qu'est-ce qui les différencie sachant que la plupart des jeunes ici quittent l'école pour des petits boulots et gagner quelques billets ? Qui sont ces jeunes qui se sont inscrits, que représentent-ils ? Avaient-ils déjà une passion ? Que représente l'agriculture pour eux ? Que font leurs parents ? Qu'est-ce qui les motive ? À quoi rêvent-ils ? Comment envisagent-ils leur avenir ? Qu'est-ce qui est important pour eux ?

- Les adultes<sup>4</sup> : Pourquoi ont-ils choisi d'aller (ou de retourner) se former ? Qu'est-ce qu'ils cherchaient dans ces formations ? Qu'est-ce qui les a poussés dans cette démarche ? Qu'est-ce cela représente pour eux de retourner à « l'école » pour apprendre ? Qu'ont-ils ressenti par rapport à ça ?<sup>5</sup>

- Après les formations :

- Cette fois-ci les interrogations sont les mêmes pour les deux groupes : Qu'est-ce que les apprenants ont appris ? Ou pas appris ? Qu'est-ce que ces formations leur ont apporté ? Qu'est-ce qui a changé dans leurs vies ? Quelles différences observent-ils maintenant qu'ils ont fini les formations ? Comment transmettent-ils ces nouveaux savoirs acquis ? À qui ? Pas à qui ? Quelles influences ont-ils sur les autres ? Comment aident-ils les autres ? Comment participent-ils au développement de leur village/communauté ?

### **3. Les apprenants sélectionnés pour les entretiens**

Finalement, entre les nombreux abandons de la 1<sup>ère</sup> promotion, ou le manque d'assiduité de la seconde, seuls 20 apprenants sont arrivés au terme de leurs formations. Cela limite quelque peu mes possibilités d'entretien. De surcroît, seuls les membres de la 1<sup>ère</sup> promotion avaient été aidés dans leur insertion à l'issue des formations. Par conséquent, eux seuls pourront m'apporter des éléments de réponses pour toute la période après formations, les changements que celles-ci ont amenés dans leurs vies. Des entretiens avec les membres de la 2<sup>ème</sup> promotion ne pourront qu'éclairer mes interrogations sur la phase avant formation, et comprendre ce qui pousse à se former.

Ainsi, j'ai finalement sélectionné 7 membres des formations pour mes entretiens, 5 de la 1<sup>ère</sup> promotion et 2 de la 2<sup>ème</sup>. Je n'ai pas pu interroger tous les 7 diplômés de la 1<sup>ère</sup> promotion, deux d'entre eux étaient à l'étranger. Pour ceux de la 2<sup>ème</sup> promotion, j'ai choisi un jeune et un adulte. Voici qui sont ces 7 personnes interrogées :

---

<sup>4</sup> Remarque importante à considérer : avant les formations, les adultes avaient presque tous déjà une activité professionnelle, très souvent autour des métiers de l'agriculture et du maraîchage.

<sup>5</sup> Plusieurs autres questions sont similaires avec celles des jeunes : qu'est-ce qui les motive, à quoi rêvent-ils...

- 1) Khady Ba, née le 4 janvier 2000 à Ndiayène, petit village à 13 kilomètres de Potou. Elle avait 14 ans au moment de la formation, et venait tout juste d'arrêter l'école en classe de 6<sup>ème</sup>. Elle n'avait pas d'activité au moment des formations et a tout de suite commencé à la MFR après l'école. Aujourd'hui, elle travaille dans son champ de 10 ares, obtenu grâce au financement d'ACCIR.
- 2) Yacine Sow, née en 1977, elle vit aussi à Ndiayène avec Khady. Elle n'est jamais allée à l'école. Avant les formations elle avait une activité de petit commerce, achat et revente de légumes, mise en sachet et vente de lait caillé. Remarque notable : elle se réinscrit en 2017 à la 2<sup>ème</sup> formation sur la transformation. C'est la seule dans ce cas. Aujourd'hui elle est en activité dans son champ.
- 3) Pape Ibrahime Gueye, né en 1996, originaire de Potou. Il arrête l'école en classe de 5<sup>ème</sup> à l'âge de 16 ans puis commence une formation de mécanique. C'est deux ans plus tard que commencent les formations à la MFR. Au moment de l'entretien, il cumule le travail au champ et la gestion de son atelier de mécanique.
- 4) Moussa Ndiaye, né en 1986, il n'est jamais allé à l'école « française », mais quelques années à l'école coranique. Originaire de Ndop à 7 kilomètres de Potou, où il avait une activité de maçon et de travail au champ (arrosage). Aujourd'hui il est essentiellement cultivateur dans son champ.
- 5) Djiby Ba, né en 1994, il vit à Gnayam à 5 kilomètres de la MFR. Il arrête l'école en classe de 3<sup>ème</sup> en 2014, juste avant de commencer les formations. À l'heure de l'entretien, sa seule activité est dans son champ.
- 6) Mandiaye Sarr, né en 1996, originaire de Potou. Il suit conjointement les formations à la MFR et sa 3<sup>ème</sup> année de Licence par correspondance en anglais-informatique. En même temps, il gère un centre multiservice au centre de Potou : photocopie, impression, sérigraphie, et fait des travaux de peinture.
- 7) Saliou Diack, né en 1989, il vit à Potou. Il n'a pas terminé sa deuxième année de Master en physique nucléaire à cause des problèmes à l'université de Dakar : annulation des examens, grèves des professeurs, manifestations des étudiants... Il choisit alors de rentrer à Potou pour développer son activité d'agriculteur. Il gère

aujourd'hui une grande exploitation familiale<sup>6</sup> d'environ 2 hectares dont il a la responsabilité.

En plus de ces 7 entretiens avec des membres des formations, j'ai réalisé 3 interviews supplémentaires : 2 avec des jeunes de Potou, Oumar Seck et Pape Magor Gueye, sur les thèmes de leur vie ici, leur petits boulots, leur motivation... Et une 3<sup>ème</sup> avec Saer Gueye, le directeur de la MFR de Potou, à la fin de mon séjour sur place, pour toutes les questions restées sans réponses jusque-là.

#### **4. Les méthodes d'entretien**

Pour la décision de ne pas faire davantage que 2 entretiens avec des membres de la 2<sup>ème</sup> formation, j'ai suivi le principe méthodologique de la saturation. Ce principe se définit lorsque les réponses fournies par les interrogés n'amènent plus de nouveaux éléments. En effet, les informations devenaient redondantes avec les premiers entretiens de la 1<sup>ère</sup> promotion.

La méthode d'entretien était semi-directive, sous la forme d'une discussion avec un questionnaire préalablement réalisé. Les personnes interrogées pouvaient s'exprimer librement sur les questions, qui s'adaptaient en fonction du déroulement de la conversation. Parfois certaines se rajoutaient en fonction des réponses, ou d'autres n'étaient pas posées si elles ne rentraient pas dans le contexte.

Deux questionnaires différents ont été conçus : un pour les jeunes et un pour les adultes, mais ne différaient que de quelques questions. Ils ont été réalisés sur la base de mes premières données et interrogations, toutes formulées précédemment dans la partie 2 de ce chapitre. Ces guides suivaient une chronologie linéaire de la vie des apprenants : avant, pendant puis après les formations. Ils ont évolué au fil de la recherche, avec l'ajout de nouvelles questions.

Les 10 entretiens ont tous été enregistrés puis retranscrits, ceux avec les membres des formations duraient entre 45 minutes et 1h10, les 3 autres étaient plus courts, 20 à 30 minutes. Certains étaient réalisés en langue locale, wolof, et ont nécessité l'aide d'un traducteur. Ils se déroulaient de cette manière : je posais la question en français, elle

---

<sup>6</sup> Certains champs lui appartiennent, d'autres sont à son beau-père ou à son père.

était traduite à mon interlocuteur, puis sa réponse m'était expliquée. De cette manière il était possible de rebondir sur les réactions obtenues.

## **Chapitre 2 : Le cadre théorique et conceptuel**

### **1. Le contexte sénégalais**

#### 1.1 Situation générale du pays

La question de la démographie des pays africains suscite depuis de nombreuses années un intérêt et une attention grandissants, par son caractère d'urgence et ses proportions démesurées. Au Sénégal, d'ici 2030 c'est 7 millions d'habitants supplémentaires que devra accueillir le pays. Les accueillir, mais surtout il faudra loger, nourrir, instruire et employer toute cette population, dont une très grande majorité seront des jeunes. En effet aujourd'hui déjà, 60% de la population sénégalaise a moins de 25 ans, et chaque année ce sont 260'000 nouveaux jeunes qui entrent sur le marché du travail. (ANSD, 2019)

Ces résultats sont exacerbés en milieu rural où vit 54% de la population du pays, et c'est pour les jeunes ruraux que la situation est la plus préoccupante. Sur les 260'000 nouveaux jeunes sénégalais à la recherche d'un emploi tous les ans, 150'000 sont de milieu rural. Le secteur agricole (agriculture, élevage et pêche) est le premier employeur du pays avec 32% de la main d'œuvre, suivi par le petit ou grand commerce et la réparation de véhicules, qui représentent 20% des actifs (ANSD, 2019). Ainsi, si l'on écarte le grand commerce, c'est près de la moitié de la population sénégalaise, qui travaille dans ce secteur primaire agricole peu modernisé et faiblement rémunérateur. Plus encore dans la commune de Léona où l'élevage et l'agriculture emploient 80 à 90% de la main d'œuvre (ANSD, 2015).

À première vue, les statistiques du chômage au Sénégal sont convenables, mais il s'agit de voir ce qu'il y a derrière les chiffres. En effet, en 2015 le taux de chômage atteignait 15,7% dans le pays. À titre d'exemple il était de 10,5% en France au même moment. Cependant, ce taux relativement modéré cache d'importantes disparités au sein de la force de travail : 45% de la population en âge de travailler est inactive, 30% des

travailleurs sont en situation de sous-emploi<sup>7</sup>, 80% des chômeurs sont des premiers demandeurs d'emploi. (ANSD, 2019).

C'est une nouvelle fois pour les jeunes que la situation est la plus préoccupante, avec un taux de chômage des 20-24 ans de 32%, et 35,4% de sous-emploi chez les jeunes ruraux. Ce sont les taux les plus élevés observés parmi toutes les catégories d'âge. Ce phénomène est couplé avec des retards dans l'éducation des jeunes, en 2011 46% des jeunes chômeurs n'étaient jamais allés à l'école et 28% avaient le niveau primaire. Plus encore, parmi ceux en activité seuls 2% avaient un diplôme supérieur, 3% un niveau secondaire et 11% le niveau collègue. Ces chiffres nous montrent que la très grande majorité des emplois jeunes au Sénégal se trouvent dans le segment non-qualifié du travail. (Cabral, Diakhaté, Gavlo, Fall et Ndao, 2014). Cette situation est similaire pour l'ensemble du marché du travail sénégalais, où 64% des actifs n'ont jamais été à l'école et 3% sont détenteurs d'un diplôme supérieur (ANSD, 2019).

Ces résultats reliant l'instruction à l'emploi sont caractéristiques d'une situation plus générale sur l'ensemble du pays avec un secteur de l'éducation défaillant. Même si à l'échelle nationale le taux brut de scolarisation primaire de 86% est satisfaisant, après le CM2 seuls 54% des élèves continuent au collège, et 34% au secondaire. Par ailleurs, le taux de réussite au baccalauréat est très faible, avec en moyenne 37% des étudiants reçus (ANSD, 2019). C'est en milieu rural que la situation est la plus alarmante avec des taux de scolarisation très faibles et un déficit de structures d'éducation. En zone rurale en 2015, 88% des enfants de 3 à 5 ans et 60% des 6-11 ans n'étaient pas scolarisés (UNICEF, 2017). Au niveau des établissements, ce milieu où 54% de la population du pays vit ne regroupe que 40% des structures pour la petite enfance, 26% des collèges/lycées et 57% des écoles sont à cycle incomplet (ANSD, 2019). Une donnée est intéressante dans la région de Louga, où se situe la ville de Potou, 10% des enfants de 6 à 14 ans travaillent et participent à l'activité économique. C'est un des taux les plus élevés des régions du pays (ANSD, 2015).

Le domaine de la formation professionnelle, qui constitue pourtant une possibilité et une solution importante pour tous ces jeunes, reste peu accessible et développé.

---

<sup>7</sup> Selon la définition de l'OIT, le sous-emploi se caractérise par une situation où une personne a une durée ou une productivité dans son travail inférieure à un autre emploi que cette personne serait capable ou désireuse d'occuper.

L'ensemble des structures sur le territoire étaient au nombre de 384 en 2016, et ce chiffre est en régression par rapport aux années précédentes. Les trois quarts de ces établissements appartiennent au secteur privé et 52% sont à Dakar. Au final si l'on retire les centres de formation des 3 plus importantes villes du pays : Dakar, Thiès et Ziguinchor, le reste du réseau national ne compte que 25% des structures, et d'autant moins dans les zones rurales. (PSE, 2014). En 2015, les structures professionnelles et techniques du pays accueillait 46'000 élèves entre 16 et 25 ans. C'est trop peu lorsque l'on sait que plus de 1,5 millions de jeunes de 6 à 18 ans ne sont pas scolarisés. (UNESCO, 2017).

Face à tout cela, les jeunes en milieu rural possèdent peu de perspectives d'avenir réjouissantes. Victimes de la faible offre de structures éducatives, ils sont peu formés, et de toute façon y-a-t-il vraiment des possibilités d'emploi dans ces régions où l'agriculture est à 80% majoritaire. Ils sont souvent contraints de se tourner vers des activités agricoles avec peu de rendements et faiblement rémunératrices, ou de multiplier les petits boulots informels pour s'en sortir. Aujourd'hui néanmoins, force est de constater la volonté réelle de l'État sénégalais de développer le secteur agricole, le milieu rural et de promouvoir son capital humain, à travers le Plan Sénégal Émergent.

## 1.2 Le Plan Sénégal Émergent

Présenté en 2014 par le Président Macky Sall, le PSE est le nouveau modèle de développement et la référence pour les politiques nationales, avec pour objectif d'entraîner le Sénégal vers l'émergence à l'horizon 2035. Ce plan poursuit trois axes stratégiques : « une transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation des moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesse », « une amélioration significative des conditions de vie des populations » et « le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et libertés et de la consolidation de l'État de droit ». (PSE, 2014 : viii). Il traduit la volonté du Président de lutter contre les inégalités sociales, et de redynamiser le milieu rural et le secteur agricole, comme le soulignent ses propos lors d'une conférence : « Si tout le monde s'y met, d'ici peu nous allons changer radicalement le visage du Sénégal grâce à l'agriculture ». (Davies, 2018).

Certaines orientations sont parallèles à notre étude, pour ce qui concerne l'agriculture, l'élevage et l'éducation. Le PSE prévoit donc un développement des chaînes de valeurs, des infrastructures de transformation et de commercialisation, un renouvellement de l'équipement, l'organisation des producteurs en groupes, la promotion du petit entrepreneuriat, une meilleure insertion dans le secteur industriel... pour les filières agricoles et d'élevage. Pour l'éducation, l'accent est mis sur l'enseignement supérieur, et le renforcement des formations professionnelles et techniques. Dans cette continuité, il est prévu l'introduction du concept « école de la seconde chance » avec le développement d'une formation lycée/entreprise. La création de 150'000 nouveaux emplois est également prévue chaque année (PSE, 2014).

Malgré cet engagement du gouvernement, il reste encore beaucoup à faire. Aujourd'hui, à la vue de toutes les données présentées, les questions qui touchent à l'emploi et la formation des jeunes ruraux au Sénégal deviennent pressantes. Quelles perspectives peuvent-ils avoir ? Vers quelles trajectoires se dirigent-ils ? Quelles sont les solutions à leur portée ? De multiples auteurs se sont penchés sur ce sujet de l'emploi et des formations des ruraux. Je tâcherai dans les parties suivantes d'en faire une présentation cohérente, premièrement avec un chapitre sur l'emploi, puis sur la formation professionnelle.

## **2. L'emploi des jeunes ruraux**

Bruno Losch, chercheur en économie politique, s'est fortement intéressé à ces questions ces dernières années avec de très nombreuses publications : *Appuyer les dynamiques territoriales pour répondre au défi de l'emploi des jeunes ruraux*, *Transformations rurales et développement : les défis du changement structurel dans un monde globalisé*, ou encore *Structural transformation to boost youth labour demand in sub-Saharan Africa : The role of agriculture, rural areas and territorial development*. Ces recherches permettent d'appréhender la situation avec profondeur et précision, c'est d'elles dont je m'inspire dans cette partie.

Il présente d'abord des chiffres clés pour bien mettre en perspective le phénomène en Afrique : près de 900 millions de nouveaux travailleurs d'ici 35 ans, 440 millions de jeunes déjà nés qui chercheront de l'emploi dans 15 ans, 1 milliard de ruraux en 2040 toujours majoritaires, et chaque année 23 millions de nouveaux jeunes qui demandent du travail, dont 14 millions de ruraux (Losch, 2016a). Bruno Losch nous explique que

le continent africain est en pleine phase d'évolutions démographiques et économiques et que ce sont les jeunes ruraux qui se trouvent en « première ligne ». Il soutient qu'aujourd'hui, les gouvernements et organisations de développement doivent impérativement prioriser ces questions de l'emploi rural pour y apporter des solutions (Losch, 2016a).

Les activités agricoles, qui représentent encore une part essentielle des revenus des familles rurales, permettent difficilement aujourd'hui de vivre convenablement. Les ménages sont contraints de chercher d'autres sources de revenus, sous la forme de petits boulots dans l'artisanat, le petit commerce, la construction... Et ce sont les jeunes qui doivent s'y faire pour aider leurs familles, leur pluriactivité est devenue quasi-systématique. Ils ont très peu d'autres options, l'accès à la terre est impossible par sa rareté et la complexité des mécanismes d'obtention, le travail d'employé agricole n'est pas rentable à cause de la faiblesse des surplus de productivité, et il y a très peu d'autres opportunités économiques. Alors les jeunes multiplient les petits boulots et additionnent les revenus d'un jour pour s'en sortir. (Losch, 2016a).

L'Afrique sub-saharienne accuse un retard par rapport au reste du monde, et les transformations structurelles n'y évoluent que très lentement. Elle est encore très largement caractérisée par le poids considérable qu'a le secteur primaire dans les économies. Il faut à présent changer de cap, abandonner les anciennes politiques et orientation du développement rural, et amener des changements structurels dans l'ensemble des pays d'Afrique sub-saharienne. Bruno Losch identifie alors trois priorités : développer la création de savoirs et de nouvelles stratégies économiques, accompagner les exploitations agricoles familiales et aider la diversification des revenus des ménages, et enfin renforcer le lien urbain/rural à travers de nouvelles politiques territoriales. Deux niveaux d'intervention sont ainsi préconisés, sectoriel et territorial (Losch, 2016b).

Tout d'abord des changements dans l'articulation du territoire, il faut que les nouvelles stratégies et politiques réfléchissent mieux les interactions entre le gouvernement central, les institutions locales et la société civile. Continuer ainsi à encourager la décentralisation des pouvoirs de l'État, offrir plus de poids et de ressources aux organisations régionales, clés du développement local. Dans un autre registre, souvent en Afrique sub-saharienne, les grandes villes et capitales concentrent la grande majorité des infrastructures et services, alors que les petites villes et régions rurales

sont sous-équipées. Ces dernières ne possèdent pas suffisamment de ressources qui leur permettraient de diversifier leurs activités économiques (Losch, 2016b). Il s'agit alors d'intervenir sur deux aspects : réinvestir en infrastructures au niveau rural et des petites localités, tout en repensant le rôle des grandes villes comme moteur du développement des autres régions. La fortification de ce lien urbain/rural est un aspect central du développement territorial. (Losch, 2016b).

Le second niveau d'intervention des gouvernements est dans le développement sectoriel de l'économie. Tout un mouvement pro-industrialisation soutient que seul le développement de l'industrie et des manufactures peut répondre à la demande d'emploi en Afrique. Certes, mais avec des avantages comparatifs<sup>8</sup> trop faibles et des investissements nécessaires trop importants, toute la solution n'est pas là. Avec plus de la moitié de sa main d'œuvre engagée dans l'agriculture et environ 80% dans des activités informelles<sup>9</sup>, ce sont véritablement ces secteurs que doivent reconsidérer les gouvernements d'Afrique sub-saharienne (Losch, 2016b). Il faut améliorer la production et les revenus des petits exploitants, tout en développant la possibilité d'activités non-agricoles en milieu rural. Cela à travers la modernisation de l'agriculture familiale, la promotion du petit entrepreneuriat et des organisations paysannes, l'élaboration d'un cadre légal simplifié pour la transmission et l'accès à la terre, et peut-être de nouvelles infrastructures et un système d'aide sociale. (Losch, 2016b). Bruno Losch nous explique que ce développement de l'agriculture et du milieu rural aura un effet levier à deux niveaux. Tout d'abord, les revenus supplémentaires des agriculteurs seront directement injectés dans l'économie locale ce qui participera au développement et à la diversification des activités rurales. Et deuxièmement, améliorer les rendements et la productivité de l'agriculture conduira à une expansion des secteurs agro-industriels et une progression de toute la chaîne de valeur. C'est ce double effet de levier qui fera de l'agriculture le moteur de la création d'activité et de nouveaux emplois dans l'Afrique sub-saharienne de demain. (Losch, 2016b). Certes l'industrialisation est à développer mais « ces secteurs [*industrie et services à forte valeur ajoutée dans le texte*] en devenirs pourront tout au plus fournir des dizaines de

---

<sup>8</sup> Selon la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo, avec la compétitivité des marchés, les pays africains n'auraient pas beaucoup d'intérêts dans la production de biens manufacturés.

<sup>9</sup> D'après la définition de l'OIT, l'économie informelle se caractérise par toute activité qui ne serait pas, ou insuffisamment, définie par des arrangements formels. L'informel ne prend en compte que les activités légales.

millions d'emplois, quand ce sont des centaines de millions qui seront nécessaires. » (Losch, 2016a : 120).

Enfin, au-delà de l'abstractivité des chiffres il y a une réalité économique, démographique et rurale pressante. C'est en se reconcentrant sur ces aspects territoriaux et sectoriels que les gouvernements seront au plus à-même d'accompagner leurs populations vers un avenir serein. Et les jeunes dans tout ça ? Tirillés entre devoirs familiaux et leurs propres envies, occupés à arroser, cultiver, réparer, peindre et vendre, souvent tout en même temps. Avec des politiques publiques de plus en plus engagées vers un essor des jeunes, mais qui continuent de voir la jeunesse comme isolée du reste de la population, « as if they were on an island » (Losch, 2016b : 44). Comment trouver leur place dans ce contexte ? La formation, et surtout de savoirs professionnels, d'un métier, constituera les premiers pas vers la solution pour eux. Parallèlement à ces transformations structurelles de l'économie, l'Afrique subsaharienne doit investir dans la formation de ses jeunes. Dans la partie suivante je m'intéresserai aux formations professionnelles, et m'emploierai à en saisir toute l'importance pour ceux en milieu rural.

### **3. L'instruction d'une jeunesse : entre formations professionnelles et enseignement supérieur, quelles possibilités ?**

Le métier d'agriculteur aujourd'hui en Afrique rurale est dans une position délicate et connaît un paradoxe surprenant : les exploitations familiales s'inquiètent du manque de relève pour leur activité tandis que les jeunes font face à des difficultés pour trouver de l'emploi. Mais que pensent véritablement les jeunes du métier d'agriculteur ? Inter-réseau en 2015 nous écrit qu'il n'y a pas suffisamment de données pour une réponse globale, mais tout de même bien souvent, l'agriculture apparaît comme une activité dévalorisée et dont les jeunes se désintéressent. (Inter-réseau, 2015). Reléguée au second plan et vue comme activité de « dernier recours », l'agriculture ne fait pas rêver les jeunes. Bruno Losch préconisait déjà de la communication positive de la part des gouvernements, pour changer la vision de l'agriculture dans la politique, la société, les médias... (Losch, 2016b). Enfin, comment doit s'orienter l'offre de formation professionnelle pour remobiliser cette jeunesse vers ce secteur d'activité ?

Une étude réalisée par Jean-Pierre Rolland en 2016 sur *La formation agricole et rurale des jeunes un enjeu crucial en Afrique*, nous offre plusieurs pistes de réponses.

L'auteur explique qu'il s'agit tout d'abord d'abandonner les anciens modèles de formations mis en place depuis les années 1980, et qui suivaient l'orientation des politiques d'ajustement structurel. Ces formations étaient élitistes avec l'accent mis sur un enseignement technique visant à former des cadres et des ingénieurs agronomes. Ces méthodes ne correspondent plus au contexte agricole, aux réalités locales et aux désirs des jeunes ruraux, il faut qu'elles soient remaniées. (Rolland, 2016).

Aujourd'hui, les formations rurales doivent toucher toute une masse de la population, et être plus proches du travail réel des agriculteurs et de la gestion d'une exploitation familiale. Plusieurs auteurs sont d'accord pour affirmer que les formations agricoles doivent intégrer deux caractéristiques primordiales dans leur approche : qu'elles soient diversifiées et complémentaires. Diversifiées pour répondre à la polyvalence de l'agriculteur sahélien qui conjugue culture, élevage, maçonnerie, artisanat ou menuiserie. Il faut donc que les formations transmettent des compétences plus ouvertes qu'uniquement des techniques de cultures (Rolland, 2016). Et complémentaires avec d'autres connaissances scolaires générales, dans les domaines des mathématiques, de l'alphabétisation, de la santé... Il faut certes former des agriculteurs mais surtout des citoyens, « pour une insertion durable des jeunes ruraux, leur formation humaine est fondamentale » (Coordination Sud, 2014).

On parle finalement d'insertion, car oui, une des finalités de la formation professionnelle est bien l'insertion des jeunes dans l'emploi. Plus encore, Coordination Sud soutient que cet objectif d'insertion doit être pensé en amont, et les formations construites autour. (Coordination Sud, 2014). En définitive, les formations sont essentielles pour pouvoir s'insérer, mais l'insertion doit conditionner les formations !

Outre l'insertion, Jean-Pierre Rolland formule d'autres enjeux pour ces formations en milieu rural : le remplacement de la main d'œuvre dans les exploitations familiales, l'augmentation des rendements des cultures, la mise en place de systèmes agricoles durables, la maîtrise des sols et de l'espace... (Rolland, 2014). Et comme Bruno Losch précédemment, il soutient que ce développement du travail agricole permettra la création d'emplois « en amont et en aval de la production » (Rolland, 2014 : 122). Coordination Sud voit plus loin en affirmant que « la formation agricole et rurale est un des éléments qui participera à répondre au défi de la souveraineté alimentaire à venir » (Coordination Sud, 2014).

C'est à présent clair, et nous serons tous certains de l'importance des formations professionnelles en milieu rural. Mais qu'en est-il de la situation au Sénégal ? Deux études, une réalisée par Lamine Ba en 2013 et l'autre par Aminata Sall et Benoît Tine parue en 2015, nous permettront d'appréhender la situation du pays.

Lamina Ba nous présente un historique de la formation professionnelle au Sénégal. On y apprend que cette démarche a été enclenchée très tôt dès 1964 avec la création du Centre d'Initiation Horticole et du Centre de Formation Professionnelle Horticole, tous deux à Dakar. Puis les autres grandes villes, Thiès, Kaolack, Djourbel, Saint-Louis suivent rapidement ce courant. Le mouvement s'est alors développé jusque dans les années 90, les structures se sont répandues et l'enseignement a évolué. Mais depuis cette date, plus rien ne bouge et les centres sont en « quasi-léthargie ». (Ba, 2013).

Au moment de l'étude en 2013, on comptait 182 structures impliquées dans la formation agricole sur le territoire sénégalais. Privées ou publiques, toutes souffraient d'un manque de financement et de fonds disponibles. Peu de bailleurs sont engagés dans ces processus de formation professionnelle, et trop souvent les initiatives ne sont pas pérennes une fois le départ de ces derniers. (Ba, 2013). Finalement, Lamine Ba soutient que la formation professionnelle au Sénégal est trop en retard et les jeunes pas suffisamment pris en charge. Il manque une réelle réflexion autour des objectifs, des enjeux et de l'articulation des formations qui soient cohérents avec le contexte actuel de l'agriculture sénégalaise. Il arrive à la même conclusion que les observations de Jean-Pierre Rolland précédemment : le système sénégalais produit trop d'ingénieurs par rapport au nombre de producteurs, le ratio est déséquilibré. (Ba, 2013).

Malgré tout, la situation politique sénégalaise reste favorable à la formation des ruraux avec un engagement réel du gouvernement à travers des mesures pour améliorer l'éducation en milieu rural et l'alphabétisation, accompagner les établissements de formation agricole dans la formulation de leurs objectifs, repenser l'articulation entre formations professionnelles et générales, encourager la diversification des thèmes et de l'offre des formations... Ces missions sont mises en applications par le Bureau de la Formation Professionnelle Agricole, un organe du Ministère de l'Agriculture créé en 2003. Dans cette visée, le BFPA a mis en place un plan d'action entre 2011 et 2015 pour redynamiser ce secteur des formations rurales et agricoles. (Ba, 2013).

Pour Aminata Sall et Benoit Tine, le problème est plus profond et ces mesures restent insuffisantes. Le marché du travail au Sénégal est dans une situation critique et aujourd'hui rien n'est en mesure de faire baisser les taux de chômage. La cause selon eux, une inadéquation totale entre l'offre de formation et les emplois disponibles. C'est là où se trouve le lien entre emploi et formation : ces domaines doivent être réfléchis et articulés conjointement, surtout pas indépendamment comme deux entités distinctes. Il faut repenser de nouvelles politiques d'emploi avec une concertation entre les institutions étatiques et les structures de formation. (Sall et Tine, 2015).

L'étude des deux auteurs s'intéresse particulièrement aux diplômés supérieurs et à leur situation dans l'emploi, à travers une étude de cas dans un centre d'appel au Sénégal. Historiquement d'abord, on apprend que le pays a longtemps poussé vers la scolarisation et une « massification de l'enseignement », en vantant les mérites d'atteindre un certain niveau d'éducation. Il s'agissait d'obtenir un diplôme à tout prix, l'obtenir plus que pouvoir l'utiliser d'ailleurs. (Sall et Tine, 2015). Finalement aujourd'hui c'est toute une jeunesse « bac plus 5 » qui ne trouve pas d'activités à hauteur de ses études, et se voit obligée de multiplier les petits boulots et les « emplois faute de mieux ». (Sall et Tine, 2015). Rappelons qu'en 2014, seuls 3% de la population active au Sénégal possédait un diplôme supérieur (ANSD, 2019).

Les auteurs concluent leurs observations sur ces jeunes de l'enseignement supérieur, en revenant sur la formation professionnelle. Ils encouragent les établissements à développer ce type de formation, et les politiques à se tourner vers l'insertion. En s'appuyant sur de nombreuses études<sup>10</sup>, ils montrent que les pays qui se tournent vers ce système de formation connaissent une baisse du chômage des jeunes et une hausse de leur insertion. (Sall et Tine, 2015).

Finalement les solutions avancées par tous les auteurs, même sur des thèmes différents, se rejoignent. Travailler en coordination, s'ouvrir aux autres champs d'étude, avoir une pensée réflexive sur sa propre situation, bien observer les réalités des milieux et des individus et s'y adapter. Tout cela paraît si simple, alors pourquoi ça ne marche pas encore ?

---

<sup>10</sup> Les auteurs citent comme exemples *Education and Labour Market Entry* de Markus Gangl et *La formation professionnelle et l'insertion sur le marché du travail* de Véronique Simmonet et Valérie Ulrich.

#### **4. La rationalité paysanne en milieu rural africain**

Voici peut-être le sujet qui me tenait le plus à cœur d'aborder dans ce cadre théorique, et de comprendre dans mon travail. La rationalité en milieu rural, les logiques paysannes, pourquoi fait-on ça plutôt qu'autre chose, qu'est-ce qui motive dans les choix. Je m'intéresse aux jeunes de ce milieu et à les comprendre, qu'est-ce qui les pousse jour après jour, d'où vient leur courage, à quoi rêvent-ils ?

En cherchant bien, il est possible de trouver des recherches qui « définissent » les jeunes ruraux : leur niveau d'instruction, leur situation face à l'emploi, leurs activités multiples, le passage à l'âge adulte, combien sont-ils... ? Une abondance d'informations qui permettent de dresser un profil, on sait avec précision qui est le jeune rural. Mais finalement parvient-on à le comprendre ? Très peu de littérature s'intéresse au pourquoi des choses, à expliquer ce qui est observable. Je n'ai pu en trouver presque aucune, s'agissant du type de jeunes auxquels je me suis intéressé.

Peut-être que tout ce que j'exprime ici semble matière à discussion ? Mais je ne peux m'empêcher de ressentir ce manque dans l'état des choses, ce manque de compréhension du jeune rural. Du moins de son point de vue, c'est-à-dire de ce qu'ils en pensent, en disent et en vivent. Par ailleurs, je vois tellement de paradoxes dans les comportements : une famille omniprésente qui passe souvent en priorité, mais un désir si fort d'indépendance et de s'en détacher. Et dans le rapport à la terre, des jeunes qui méprisent l'agriculture et d'autres qui vivent pour. Comment se satisfaire d'observer deux réalités si divergentes, et finalement ne pas vraiment savoir le pourquoi des choses ? Je ne prétends pas apporter de réponse générale, mais au moyen de la littérature et de mes réflexions j'essaierai de faire avancer la question.

Frédéric Landy s'est beaucoup intéressé aux situations rurales en Inde. En 1998, il écrit *Rationalités et objectifs des exploitations paysannes : un exemple en Inde du sud* où il nous présente le principe de rationalité chez les petits exploitants agricoles. Il nous rappelle tout d'abord le modèle de la rationalité occidentale avec cet homme moderne capitaliste lancé dans une poursuite de la maximisation de ses profits. Pendant longtemps, le paysan du Sud était considéré comme irrationnel, avec pour argument qu'il se positionnait différemment de cette vision moderne des choses. Frédéric Landy nous explique alors qu'il n'y a pas de « pensée sauvage », et que même si ces paysans ne cherchent pas la maximisation de leurs profits, ils poursuivent

néanmoins des objectifs réfléchis, sensés, et surtout rationnels. (Landy, 1998 ; Davies, 2019).

Frédéric Landy nous explique que certes les situations sont très différentes entre un agriculteur en Inde ou un autre au Sénégal, mais que néanmoins leurs objectifs restent très similaires. Il ne s'agira pas de « je cherche à maximiser les rendements de mon champ », mais les objectifs seront exprimés de cette manière : « je veux m'enrichir », « je veux faire quelque chose qui ne soit pas risqué », « je veux m'élever socialement et trouver un bon parti pour ma fille ». Un élément ressort, souligné par l'auteur, les volontés ainsi formulées par les exploitants sont réellement des objectifs, tandis que la maximisation des rendements est un mode de production et constitue un moyen pour atteindre un objectif. (Landy, 1998 ; Davies, 2019).

Cela nous amène à distinguer trois concepts définis par l'auteur : la stratégie, la logique et la finalité. Commençons par le dernier, la finalité est « l'objectif ultime » de l'exploitation : s'élever socialement, marier sa fille avec une belle dot... Ces finalités peuvent être atteintes selon plusieurs logiques, par exemple s'élever socialement peut amener une logique de maximisation des rendements du champ ou une logique de diversification des activités et des cultures. Et la stratégie est finalement les moyens employés par l'agriculture : achat de nouvelles semences, nouveau matériel, achat d'un bœuf... (Landy, 1998).

« Ce que je recherchais était plutôt de comprendre les choix des paysans » (Landy, 1998 : 199). Il faut se détacher de tous les facteurs « objectifs » et quantifiables qui expliquent les différentes logiques : le nombre d'enfants, l'âge, la superficie du champ, le niveau d'étude, la quantité de bétail... Chez deux agriculteurs relativement similaires, Frédéric Landy observe des différences qu'il ne parvient pas à expliquer avec ces facteurs. Encore chez quatre frères, il ne voit pas de corrélation entre éducation, nombre d'enfants, superficie cultivable et logique choisie. Il en déduit donc qu'il existe d'autres facteurs, qu'on ne peut pas voir. C'est ce qu'il appelle le « capital subjectif », « on pénètre celui [*le domaine des facteurs*] plus abscons de la personnalité individuelle, du caractère de chacun, de son intelligence, de ses goûts, de ses peurs, de ses répulsions, un domaine façonné par l'enfance encore plus sans doute par la vie d'adulte ». (Landy, 1998 : 202). Son étude est si bien écrite et me paraît si pertinente, que j'ai envie d'en présenter des paragraphes entiers sous forme de citation.

Bien sûr, dans un objectif de développement rural sur des critères économiques et agronomiques, les facteurs quantifiables sont plus fondamentaux et on peut passer outre ce « capital subjectif ». Néanmoins cette notion reste pertinente dans le cadre d'un projet. Au sein d'un village, certaines individualités peuvent jouer un rôle de moteur pour appuyer le démarrage ou l'appropriation d'un projet. Dans cette optique, connaître l'ensemble du capital subjectif des habitants, permet de savoir qui pourrait avoir ce rôle. (Landy, 1998).

« Assurément, les logiques paysannes sont explicables en premier lieu par les structures sociales, les contraintes politiques, économiques ou culturelles qui les encadrent, mais on ne peut les **comprendre** tout à fait qu'en faisant intervenir en dernier ressort le capital subjectif » (Landy, 1998 : 203). C'est donc là où se situe cette fine ligne entre explication et compréhension des comportements observables. Si l'on veut finalement comprendre, il faut s'intéresser à l'inobservable et aux particularités de chacun, d'où vient-il, qu'a-t-il vécu, que transporte-t-il. C'est chez Frédéric Landy que je retrouve le plus d'éléments en rapport avec ces questions qui m'habitent.

À présent, intéressons-nous à deux nouvelles notions pour appréhender la rationalité rurale : la boussole intérieure et l'optimum circonstanciel. Le professeur Philippe De Leener introduit ces concepts dans son cours LDVLP 2625 Analyse Socio-Économique de l'Afrique, et les définit dans un rapport de mission pour les membres du réseau PROSYNAF, rédigé en 2000.

Partons du principe que tout acteur, chercheur ou paysan, est irrémédiablement partagé entre plusieurs objectifs dans ses démarches. Considérons l'agriculteur : ce dernier cherchera en priorité à nourrir sa famille et donc à atteindre un certain niveau de production. Mais simultanément, d'autres intentions peuvent s'entremêler dans son esprit : gagner plus d'argent, élever son rang social, faire des réserves pour l'année prochaine... Ces différents objectifs sont parfois en opposition, et « faire des réserves » peut aller à l'encontre de « gagner plus d'argent ». Finalement, c'est cet ensemble de possibilités et de volontés que poursuit l'agriculteur qui constitue sa boussole intérieure. (De Leener, 2000 ; Davies, 2019).

L'optimum circonstanciel découle de l'ensemble des choix de la boussole intérieure. L'agriculteur ne cherchera pas à maximiser un seul de ses objectifs au détriment des autres, en essayant par exemple de gagner le plus possible ou d'entreposer toute sa

production au grenier. Mais il s'efforcera de satisfaire au maximum chacun de ses objectifs, sans qu'ils ne se compromettent entre eux. Il essaiera d'atteindre ce qu'on appelle un optimum circonstanciel : la meilleure combinaison de tous ses objectifs. Cet optimum prend en compte l'ensemble des choix qu'il poursuit et varie selon le contexte lorsque l'agriculteur prend sa décision : à quel mois de l'année est-on, quel est le prix de tel intrant aujourd'hui, quels risques est-il prêt à prendre... (De Leener, 2000 ; Davies, 2019).

Chez d'autres auteurs qui abordent le thème général des jeunes ruraux, on peut trouver des réponses sur cette rationalité rurale, parfois en lisant entre les lignes. C'est le cas d'une étude sur l'accès à la terre à Madagascar. Elle nous présente les différentes modalités qui permettent aux jeunes de devenir propriétaires terriens : héritage, marché, migrations. Et on apprend les usages dans les villages étudiés du pays : mariage tôt pour hériter, divisions égales entre frères, responsabilisation précoce des enfants à qui sont confiées des bêtes pour élevage... (Burnod, Rakotomala, Andriamanalina, Di Roberto, 2016). Mais l'étude reste à l'étape de l'observation et la description.

Pourquoi est-ce qu'ils veulent accéder à la terre, et pourquoi ne veulent-ils pas ? Est-ce pour perpétuer l'héritage de leurs parents ? Travailler pour pouvoir se marier ? Gagner beaucoup d'argent ? Ouvrir les champs à de nouvelles variétés que leurs parents ne cultivaient pas ?

Deux frères interrogés par les auteurs nous livrent leurs impressions. Ils partagent tous deux une parcelle donnée par leurs parents et nous disent : « Non, les récoltes ne sont pas partagées avec le reste de la famille, c'est pour nous ». (Burnod, Rakotomala, Andriamanalina, Di Roberto, 2016). Au-delà de cette volonté de gagner un peu d'argent pour leur poche, on voit bien une motivation d'émancipation et d'indépendance vis-à-vis de la famille : c'est leur champ, ils cultivent pour eux, personne ne peut leur dire ce qu'ils doivent faire dans leur parcelle. C'est quelque chose qui est beaucoup ressorti dans les échanges que j'ai eus sur place à Potou : être indépendant des parents, décider pour soi.

Un autre jeune d'un autre village est questionné. Sa situation est différente, de parents divorcés il se retrouve sans terre. Il explique que c'est difficile pour lui d'obtenir une parcelle, qu'il lui faut acheter sur le marché. Pour gagner suffisamment d'argent il doit

faire de l'élevage porcin ou de zébu, puis vendre les bêtes pour acheter un terrain. (Burnod, Rakotomala, Andriamanalina, Di Roberto, 2016). On comprend que les auteurs lui demandent d'expliquer comment il peut accéder à la terre dans sa situation personnelle, mais on ne sait pas s'ils lui demandent si véritablement il souhaite avoir une parcelle. Ou s'il ne préfère pas simplement continuer son activité d'éleveur.

Finalement, c'est à mi-chemin entre ces observations et l'étude de Frédéric Landy que je me situe. Chercher des réponses dans l'inconscient des décisions, et à la fois dans tout ce qui peut être tu et non-dit. Plus que des observations, il faut interpréter<sup>11</sup> et poser des questions pour comprendre.

On en arrive finalement à la dernière partie de ce chapitre théorique, qui présentera le mouvement des MFR, l'ANMFR sénégalaise, et les particularités de la MFR de Potou.

## **5. Le mouvement des MFR dans le monde**

### 5.1 Généralités

Les MFR sont des établissements associatifs qui assurent des formations professionnelles autour des métiers ruraux : élevage, agriculture, arboriculture, apiculture, teinture, couture... Ces organisations ont plusieurs missions : l'éducation et la formation des jeunes et des adultes, puis leur insertion professionnelle dans le monde du travail. Le mouvement des MFR est représenté mondialement avec plus de 1000 écoles réparties dans 40 pays. Les associations d'un pays à l'autre sont généralement indépendantes dans leur activité, ce qui n'empêche pas un élan de solidarité entre-elles, même sans se connaître. Les organisations sont regroupées et représentées par l'Association Internationale des Mouvements Familiaux de Formation Rurales, dont l'ANMFR fait partie. (Source : [www.aimfr.org](http://www.aimfr.org) ; Davies, 2019).

Le mouvement des MFR au Sénégal est né de l'impulsion de l'UNMFREO française en 1964, dans le petit village de Fandène. Rapidement l'État sénégalais motivé par ce mouvement et la formation de ses jeunes va s'investir et mettre des fonds à disposition. C'est ainsi qu'en 1968 est créée l'ANMFR, et en 1982 le pays compte 26 MFR

---

<sup>11</sup> Attention d'être sûr d'avoir bien compris les situations et d'être ouvert à l'autre. Car lorsque l'on est prisonnier de ses propres idées, et qu'on ne voit qu'à travers ses propres filtres, on ne peut pas interpréter les choses de manière juste.

réparties sur l'ensemble de son territoire. (Source : document interne « Projet Associatif ANMFR »). Cependant petit à petit, l'organisation va péricliter, à cause des mauvaises conjonctures économiques, du désengagement de l'État, mais surtout de la perte de vue de la mission initiale de l'association. Jusque dans les années 2010, les MFR sénégalaises ne font plus de formation/insertion mais sont tournées vers des activités socio-économiques génératrices de revenus, des systèmes de crédit et de microfinances. Bien loin de la mission initiale de l'association. (Ba, 2013).

C'est une nouvelle fois par l'intervention de l'UNMFREO que les choses bougent, à travers le programme PROMOUV mis en place dans 9 pays. Au niveau du Sénégal, il fallait redresser la lancée du mouvement vers la formation et l'insertion, et fédérer les différentes MFR du territoire dans un même élan. Mission réussie, l'ANMFR témoigne de sa volonté et de son plein engagement à s'investir dans cette direction des formations pour jeunes ruraux. (Ba, 2013).

Aujourd'hui, le mouvement associatif de l'ANMFR est assuré par 7 MFR qui font parties d'un comité de pilotage (COPI) et veillent à cette mission des formations professionnelles. Le siège social de l'association est à Thiès, et elle dispose d'une assemblée générale, d'un conseil d'administration et d'un bureau exécutif.

Au niveau des formations, c'est un système par alternance qui est préféré, avec un mélange entre théorie et pratique. À Potou par exemple, 30% théorie - 70% pratique, avec des allers-retours entre le village – la MFR – les champs familiaux. Les formations sont proposées sous deux formes : initiales et continues. Les formations initiales sont des cycles longs allant de 6 mois à deux ans, qui permettent d'apprendre un métier de manière complète. C'était le cas des deux promotions de la MFR de Potou, de 2014 et de 2017. Les apprenants sont accompagnés tout au long de leur formation, jusqu'à leur insertion professionnelle. Enfin, il y a les formations continues, des sessions courtes de 2 à 5 jours sur des sujets précis. Les formations initiales visent davantage des jeunes qui souhaitent apprendre un métier et se mettre en activité, et les formations continues des adultes qui souhaiteraient approfondir leurs connaissances pour les aider dans leur exploitation. (Davies, 2019).

Cette articulation des formations à la MFR concorde avec la définition des formations professionnelles données par Coordination Sud. Plus encore que de la « vulgarisation » d'une thématique pour transmettre une technique, la formation

professionnelle « s'adresse à des jeunes du système scolaire (formation initiale) ou à des jeunes ou adultes en activité (formation continue) et vise la formation à un métier donné ». (Coordination Sud, 2014)

### 5.2 Présentation de la MFR de Potou

La MFR de Potou est créée le 8 mai 1980. Elle est membre du COPI, engagée dans la formation des jeunes, et Saer Gueye son directeur est secrétaire général de l'ANMFR. Elle comporte une association féminine et une masculine pour un total d'environ 400 adhérents. L'effectif ne se compose que de deux membres : le directeur et un secrétaire<sup>12</sup>, ils sont chargés de l'ensemble du travail à la MFR. (Davies, 2019).

Sur l'année 2017-2018, la MFR de Potou a formé 35 apprenants aux formations initiales. Ce sont les membres de la 2<sup>ème</sup> promotion. Sur la même période, plusieurs formations continues ont eu lieu sur les thèmes de : la dégradation des sols avec 66 participants, l'étude du marché pour une meilleure sélection des cultures avec 7 apprenants, l'itinéraire technique de la culture maraîchère avec 25 participants, la gestion du budget familial avec 7 personnes. Au final, c'est un peu plus d'une centaine de personnes qui ont participé aux formations continues.

Les séances sont dispensées par des formateurs du CFP, de l'ANCAR, de l'Institut National de Pédologie, et par le directeur Saer Gueye. En amont des formations, des représentants membres de l'association circulent de villages en villages pour annoncer les nouvelles séances, l'information circule de bouche à oreille, également relayée par Saer à Potou. Le thème choisi dépend de la disponibilité des ressources : matériel didactique ou instructeurs à proximité de la MFR, et parfois des volontés des apprenants : les formations peuvent être construites ensemble en concertation.

Plus encore que directeur de la Maison Familiale, Saer Gueye est un véritable pilier de la communauté. À la nuit tombée on se succède chez lui pour quérir conseil ou aide. Une association de jeunes s'est créée pendant les mois où je me trouvais à Potou. Les Frères Unis pour le Développement de la Commune veulent participer au développement de leur village, de leur communauté. Ils avaient raison de compter sur Saer pour les aider, qui leur fournit conseil et les locaux de la MFR pour leurs réunions.

---

<sup>12</sup> C'est Saliou Diack, membre de la 2<sup>ème</sup> promotion, un des apprenants interrogés, qui est secrétaire aux côtés de Saer Gueye.

Nous étions très engagés tous les deux pour ces jeunes, à commencer par modifier leur nom de Frères Unis. « Vous savez Frères ça fait un peu religieux, et puis vous excluez les filles. – Alors, Frères et Sœurs Unis pour le Développement ? ».

Aujourd'hui, la situation financière de la MFR de Potou – également de l'ensemble de l'ANMFR – est critique. Les financements de l'État sont inexistants, et ceux des partenaires très épisodiques. La MFR n'a pas d'activité qui lui permettrait de s'autofinancer, à l'image d'un service de restauration ou d'hébergement pour les apprenants (Davies, 2019). Saer m'explique un jour qu'au moment de la 2<sup>ème</sup> promotion, il payait de sa poche tous les matins le petit déjeuner pour les apprenants. Il n'avait pas suffisamment de moyens pour le repas de l'après-midi, alors il offrait du thé.

Les seules entrées d'argent de l'association proviennent des adhésions, 1000 FCFA par membre (1,5 €), et du paiement des formations des apprenants. Le prix fixé est de 15'000 FCFA (22,5 €) par personne par formation, bien en dessous des besoins réels pour les formations, estimés à 75'000 FCFA (112,5 €) par personne. En plus, souvent cette somme n'est pas réunie par tous, chacun apporte « ce qu'il peut » et tout le monde essaie « de se débrouiller avec ça ». (De Leener, 2018)

La MFR de Potou ne dispose que de deux bâtiments. Une salle de réunion qui sert lors des formations, avec une capacité d'une petite centaine de personnes. L'autre bâtiment est construit pour être un atelier de transformation, mais n'est pas en fonctionnement. Une de ses pièces est utilisée pour le travail administratif de l'association : le directeur ne dispose pas d'autre endroit pour installer son bureau. Les locaux de la MFR sont très fortement délabrés et insuffisamment équipés. La peinture s'écaille, le plâtre tombe, les fissures ressortent. Il n'y a pas de matériel didactique pour les apprenants, et avant les formations il faut aller au village pour louer des chaises. Ces conditions ne permettent plus d'assurer des formations de qualité (Davies, 2019).

Aujourd'hui la MFR de Potou survit difficilement, sur ces bases financières trop faibles. Son activité ne continue que par l'engagement hors du commun de ses animateurs, à l'image du directeur Saer, bénévole depuis 12 ans. Saliou me disait à son propos : « C'est vraiment noble ce qu'il fait, il faut être quelqu'un pour le faire, un autre aurait quitté depuis longtemps pour faire autre chose, lui est resté. »

## Chapitre 3 : En amont des formations

### 1. Observations sur le milieu

Dans cette partie de ce nouveau chapitre, j'aimerais restituer les choses telles que je les ai vécues sur place. À travers mes observations, mes échanges, mes enquêtes, j'essayerai de décrire le milieu tel qu'il est, et d'en offrir un aperçu. Beaucoup de choses sont similaires aux remarques des auteurs cités précédemment dans la partie théorique. Certains éléments sont différents. À ce stade-ci, pratiquement rien encore ne sera évoqué en rapport avec les formations de la MFR, il s'agit vraiment dans un premier temps de contextualiser la recherche dans la réalité des jeunes de Potou. Ceci pour appréhender leurs motivations, ce qui les pousse dans leurs choix, et comprendre comment ils en arrivent aux formations de la MFR.

#### 1.1 La pluriactivité des jeunes

Une grande partie des jeunes à Potou quittent très tôt l'école. Principalement parce qu'il n'y a pas de débouchés, même avec un diplôme universitaire en poche. Ils ont raison de se demander à quoi peut bien leur servir un diplôme universitaire français, avoir le niveau Baccalauréat ou Licence alors que 99% de leurs possibilités d'emploi sont dans le secteur agricole, informel, et des petits boulots. Maïmouna et Arame ont toutes deux le baccalauréat, ce qui est déjà très rare, l'une exerce une activité d'aide-cuisinière et l'autre d'aide-ménagère. Les seuls emplois qualifiés que j'ai remarqués à Potou sont le pharmacien, les aides du poste de santé et les gendarmes.

Mais ils quittent aussi l'école parce que bien souvent ils n'ont pas les moyens de poursuivre leur éducation. C'est un budget important d'envoyer un enfant à l'école, quand en plus on vit au jour le jour. Ceux qui habitent dans les petits villages isolés doivent se déplacer, payer le repas sur place, et les frais de scolarité. Autre perspective du problème de moyens : il faut aider la famille et participer à ses revenus. L'école passe en deuxième, et le travail au champ ou les petits boulots en priorité. Djiby, un des 7 diplômés de la 1<sup>ère</sup> promotion, m'expliquait : « Là d'où je viens c'est un petit village, en commençant à l'école primaire nous sommes beaucoup d'élèves, mais en continuant tout le monde abandonne. En 6<sup>ème</sup> on est 2, en 3<sup>ème</sup> je suis seul. Je suis seul avec mes parents et je dois les aider. Je suis le seul qui peut travailler pour soutenir la famille. » C'est un exemple, mais bien souvent une vraie réalité. Saliou me

déclarait aussi : « Ici je suis seul, tous mes frères ne sont pas là, ils ne s'activent pas au niveau du champ. Il faut aider le vieux [*son père*]. ».

La famille est omniprésente dans ce contexte rural africain, elle a énormément d'importance. Les décisions sont prises à plusieurs et toujours pensées dans l'intérêt collectif de la famille. Mais aussi à travers la solidarité, ils veulent tout faire pour aider leurs parents. La famille africaine passe souvent en priorité. Pape Magor me déclarait : « Chaque matin je me réveille, je pense à ma famille, à ma maman, à comment je peux faire pour aider tout le monde ». Et bien d'autres quand je leur demande quels sont leurs rêves : « Aider les gens », ou encore « Avoir un travail et aider ma famille, surtout maman ». Je remarque que dans ce schéma familial il y a toujours une personne qui fait plus, prodigue plus que les autres. Djiby à des sœurs, mais il dit qu'il est seul pour aider ses parents, Saliou à des frères mais c'est lui qui s'occupe des champs familiaux, Moussa, un autre des 7, a 4 frères et c'est lui qui supervise leurs activités dans son champ, et Pape Magor m'expliquait : « C'est moi qui gagne le plus parmi mes frères et je paye beaucoup, beaucoup pour la maison ». (Davies, 2019).

Mais que font ces jeunes quand ils arrêtent l'école ? Tous les jours ils voient leurs proches et leur famille travailler au champ, arroser un peu. Ils constatent que c'est rapide et facile de gagner un peu d'argent comme ça, et c'est ce qui les intéresse avant tout. Avoir quelques billets en poche, s'acheter un téléphone dernier cri, une sacoche à la mode et de l'essence pour leur moto. Ils sont jeunes, avec des envies de jeunes et des loisirs de jeunes. Alors ils font ça, ils arrosent à droite et réparent à gauche, alternent les petits boulots. Souvent ils ne cherchent pas à développer une activité et un métier, mais juste des petits boulots et gagner rapidement un peu d'argent. (Davies, 2019).

Pape Magor me disait : « Je cultive, je fais de l'élevage, et en même temps j'ai mon métier : je suis chauffeur. Éleveur ou agriculteur ça ne paye pas bien ». Je trouve cette remarque très intéressante, dans le sens où il est lui-même conscient de cette différence entre petits boulots/activités et métier/passion. Même s'il pratique principalement l'agriculture et l'élevage, il considère encore son métier comme étant chauffeur. Dans un contexte plus large, c'est une piste intéressante pour la MFR, et c'est là que son activité de formation fait sens. Ceux qui s'y inscrivent veulent développer cette notion de métier, de profession, et arrêter de multiplier les petits boulots. Peut-être aussi qu'ils ont déjà cette passion de l'agriculture, transmise par leurs parents ou leur milieu.

Petite parenthèse sur les revenus agricoles des exploitants comme Pape Magor. Pendant les deux mois où je me trouvais à Potou, c'était la grande période des oignons, tout le monde en plante. Pape Magor possède un champ d'environ 4 ou 5 ares un peu au-dessus de la moyenne dans le secteur. Il est bien installé et respecté à Potou, il en impose déjà malgré ses 26 ans. On ne le connaît que par son surnom : « **Boss** ». Donc, pour une saison d'oignon, soit 2-3 mois de pousse, son champ d'un demi hectare lui a rapporté 630'000 FCFA (950 €), 3000 kilos à 210 FCFA l'unité. À quoi il faut enlever 250'000 FCFA de charges, et diviser le reste par deux : une part pour lui et une pour le saisonnier<sup>13</sup>. Finalement, Pape Magor n'aura gagné que 190'000 FCFA (285 €) pour cette campagne d'oignon de 3 mois. Les revenus agricoles sont vraiment très faibles.

Revenons à présent sur ce phénomène de la pluriactivité des jeunes. Sauf quelques exceptions, tous ceux que j'ai rencontrés et interrogés cumulent les activités : Pape Ibrahima a son champ, son atelier de mécanique, et se déplace pour réparer les motos-pompes ; Oumar fait des forages et de la menuiserie ; et Mandiaye fait de la peinture, gère son multi-service, et sa licence en correspondance en me disant : « Comme vous le savez, ici en milieu rural on a l'habitude de cumuler ce genre de chose, ce genre de travaux. Depuis le secondaire, je parvenais à cumuler les différentes activités en dehors des cours. ». Mais même s'ils les cumulent, je remarque qu'il y a très rarement des liens ou des compétences complémentaires entre leurs activités. Ces petits boulots tournent entre de la peinture, de la vente, de l'élevage, de la mécanique, de la maçonnerie et le travail au champ. Hormis quelques exceptions, avec Pape Ibrahima où son activité de mécanicien lui permet de réparer les motos-pompes dans les champs, ces activités sont très peu liées entre elles.

Par rapport à ses choix, Oumar m'expliquait que sa vraie passion est la menuiserie, c'est vraiment ce qu'il voudrait faire. Mais il me précise que c'est un métier qui est « difficile à Potou, très difficile ». En posant quelques questions je parviens à comprendre que ce qu'il veut dire par « difficile » est « qui rapporte très peu d'argent », et non pas éprouvant physiquement. Il m'explique que menuisier est un métier qui nécessite beaucoup d'investissements pour avoir des machines, et que sinon

---

<sup>13</sup> Les saisonniers sont ceux qui arrosent les champs. À Potou, 2 techniques d'arrosage : le goutte-à-goutte, ou à la main avec arrosoir ou seau. Si on ne possède pas le goutte-à-goutte et qu'on ne veut pas se charger d'arroser, il faut engager un saisonnier pendant la campagne. Il faut alors le nourrir, le loger et lui remettre la moitié des bénéfices à la fin, soit autant que le propriétaire du champ.

être employé ne paye pas bien. Alors il a longtemps choisi de faire d'autres activités qui rapportent plus, notamment la vente de prêt-à-porter. (Davies, 2019).

Là où je souhaite en venir, c'est sur l'importance de l'argent à Potou, et peut-être globalement dans ces milieux ruraux africains. Tout tourne autour de l'argent, c'est palpable dans les échanges. (Davies, 2019). Quand je demande : qu'est-ce que vous voudriez pour votre avenir, à quoi est-ce que vous rêvez ? Très souvent on me répond en termes d'argent, avoir beaucoup d'argent, gagner beaucoup d'argent, donner de l'argent à ma famille. Tout le monde ne rêve que de ça et ils choisissent avant tout en fonction de ce qui rapporte le plus.

Philippe De Leener dans son rapport sur l'ANMFR soulève cette question et observe également ces jeunes qui sont en « quête d'argent », plus que de développer une profession. Ce rapport à l'argent constitue un défi pour les formations de la MFR de Potou, celui de développer une « logique de métier », en opposition avec une « logique spéculative » chez tous ces jeunes préoccupés par l'argent. (De Leener, 2018). On retrouve une nouvelle fois cette caractéristique fondamentale des formations, de couper avec toutes les petites activités pour s'adonner vraiment à une profession.

Cette démarche d'alterner plusieurs activités est compréhensible. Lamine Ba dans son rapport sur les MFR du Sénégal en 2013 disait : « Une formation professionnelle agricole initiale des jeunes, pour être viable, doit viser à des métiers qui leur permettent d'être en activités toute l'année ». (Ba, 2013 : 17). C'est cet aspect de continuité de l'activité tout au long de l'année qui est importante. Il est très difficile à Potou de ne vivre des revenus que d'une seule activité. Si on prend l'agriculture, les exploitations sont à la fois trop petites pour rapporter suffisamment d'argent. Mais en plus, les cultivateurs doivent faire reposer leur terre et respecter les périodes des différentes cultures. Ils ne peuvent pas cultiver tout au long de l'année. Quand je demande si l'activité d'agriculteur permet d'en vivre toute l'année, Saliou me répond : « Plus ou moins. Quand la saison des pluies se termine, il faut attendre 4-5 mois<sup>14</sup> pour engager une nouvelle campagne. Tout ce que tu as économisé sera dépensé pendant cette période creuse d'inactivité. Souvent il faut faire des dettes et des prêts pendant cette phase. ». Sur la même question, Djiby me disait : « Pour l'instant mon champ n'est

---

<sup>14</sup> Cette période est entre septembre et décembre-janvier.

pas assez grand pour que je ne vive que de ça. Alors je poursuis d'autres activités pour compléter. ».

Néanmoins, l'activité d'agriculteur est un métier noble à Potou et considéré comme une vraie profession, même s'il faut la cumuler avec d'autres revenus. C'est une activité qui nécessite de s'y investir et de savoir comment s'y prendre. Saer me disait un jour : « Quand on respecte ce qu'elle est, et qu'on lui donne ce qu'il faut, la terre nous le rend toujours ». Alors finalement, que pensent les jeunes de Potou de l'agriculture ?

### 1.2 Les jeunes de Potou et l'agriculture

Bien sûr les opinions sont partagées, et il y a vraiment une séparation en deux groupes. Comme le soulignait Inter-réseau et Bruno Losch, toute une partie de la jeunesse critique l'agriculture et s'en désintéresse. À Potou c'est très fort, toute une partie des jeunes ne respectent pas cette activité, ils la considèrent comme un passe-temps et de quoi travailler le temps de régler leurs problèmes puis de passer à autre chose. Ils ne voient pas ça comme une vraie profession, et en tout cas ils n'en veulent pas. (Davies, 2019).

De l'autre côté une vraie coupure, certains aiment l'agriculture et souhaitent en faire leur métier. Ils me soutiennent souvent que c'est un domaine important au Sénégal et un métier noble. Mandiaye me disait : « On est en milieu rural, et dans ce pays c'est l'agriculture qui prône le mieux. Même dans le monde entier. » ou encore Djiby : « L'agriculture c'est une chose que j'aime trop dans mon cœur. Le monde aujourd'hui se développe par l'agriculture. L'agriculture aujourd'hui c'est très important. » et Saliou : « J'aime l'agriculture depuis que je suis tout petit. Sinon je serais resté à Dakar pour trouver un poste de professeur ou autre. Mais je voulais vraiment venir travailler dans les champs ici. », et dernier exemple Moussa : « Je suis sûr que dans ce pays, il n'y a que l'agriculture qui peut faire avancer le pays. C'est un métier d'avenir. ». Finalement c'est ceux qui ont cette passion du maraîchage qu'on retrouve aux formations de la MFR.

Ceux que j'ai interrogés se désolent de voir cette partie de la jeunesse qui critique l'agriculture et qui ne s'active pas. Saer, Moussa, Saliou, Yacine... me disent tous que ces jeunes, « ils ne connaissent rien » et qu'ils souhaiteraient leur dire et leur montrer qu'ils ont tort et qu'il faut s'investir dans cette activité. Saliou est plus compréhensif

et m'explique que pendant longtemps ceux qui cultivaient ne parvenaient pas à s'en sortir et donc s'en désintéressaient petit à petit. Il constate que les mentalités ont beaucoup changées ces dernières années et qu'aujourd'hui « il y a plus d'argent à se faire dans l'agriculture. Il y a même des jeunes qui quittent la capitale pour revenir exploiter les terres. ». Malgré tout, Saliou est critique face à la situation de l'agriculture au Sénégal. Il continue en m'expliquant que c'est une activité difficile, où il y a très peu de financements et d'investissements de l'État. « Ce n'est pas normal que l'agriculture dans le monde ne puisse pas permettre à quelqu'un de vivre décemment, c'est un métier noble qui normalement devrait permettre de vivre convenablement. Mais ici ce n'est pas le cas. On se débrouille, parfois on tombe sur des bonnes choses, parfois des mauvaises choses. ». Il considère que c'est un secteur qui est trop en retard si on le compare avec l'agriculture moderne. « Il y a beaucoup de technique et de moyens qu'on ne connaît pas encore ici. Du côté rendements et productivités, on est trop en retard. ».

À Potou, tout le monde touche de près ou de loin à l'agriculture. Dès qu'on est petit, on aide ses parents au champ, et même quand on est jeune et qu'on critique l'agriculture, on y travaille de temps en temps. Mais il y a une grande distinction entre ceux qui font ça occasionnellement et les autres qui gèrent leurs exploitations. Seuls ces derniers peuvent être considérés comme des agriculteurs, les autres le font sans y être formé et sans vraiment savoir ce qu'ils font. Souvent le travail au champ se limite à arroser ou arracher quelques mauvaises herbes, on ne peut pas considérer ceux qui font ça comme de vrais agriculteurs.

On en arrive petit à petit aux formations de la MFR, et on commence peut-être à comprendre ce qui peut motiver pour s'y inscrire. Dans cette prochaine partie, à travers les entretiens avec les membres des formations que j'ai réalisés, je présenterai les raisons et les motivations qui les ont poussés à faire ces formations.

## **2. Les différentes motivations pour se former**

Même si bien sûr, tout le monde est différent, façonné par sa propre histoire, et chacun peut avoir ses propres raisons, il y a des motivations communes à tous les apprenants. J'en ai relevé plusieurs, qui revenaient souvent d'un entretien à l'autre.

Premièrement, se former pour apprendre. Cela peut paraître évident, mais dans ce contexte rural tout le monde ne partage pas cette envie et cette motivation d'apprendre et de développer des savoirs. Non pas apprendre pour apprendre, mais il s'agit bien là de pouvoir s'appuyer sur ces nouvelles compétences dans son activité. Les apprenants veulent approfondir leurs connaissances de l'agriculture. Comme je l'ai dit précédemment, tous ont déjà pratiqué le maraîchage dans les champs de leurs parents ou de leurs amis. Mais à petite échelle, sans vraiment savoir ce qu'ils faisaient, ou juste avec des techniques basiques transmises par leurs proches. Ils souhaitent en connaître davantage et se perfectionner. Quand je cherche à savoir pourquoi est-ce qu'ils se sont engagés dans ces formations, qu'est-ce qu'ils recherchaient, ils me répondent : « Augmenter mes connaissances, on peut développer les choses par la connaissance. » ou bien : « Tout ce que tu fais par hasard est différent de ce que tu as appris. Je voulais apprendre d'autres méthodes, apprendre plus sur le maraîchage. », et aussi : « A bas âge je pratique l'agriculture, mon père m'a initié à ça. Et subitement quand j'ai vu la formation j'ai dit pourquoi pas. Puisque je pratiquais l'agriculture bien avant avec mon père, mais sans avoir des connaissances élargies entre guillemet. Et là cette formation va m'aider pour connaître davantage. ». Je demande alors à Moussa pourquoi ne pas demander à son père de lui expliquer étant donné qu'il est agriculteur, plutôt que de faire les formations. Il me répond alors qu'il a grandi avec les méthodes de ses parents mais qu'il veut approfondir et avoir des connaissances sur le maraîchage, c'est ce qui l'a motivé à faire ces formations.

Un autre aspect qui motive est cette notion d'indépendance, que j'avais abordé dans la partie théorique. Pouvoir décider et choisir seul de comment mener leur activité, de quoi faire dans leur champ. Quelque chose qui n'appartient qu'à eux, et que les parents n'ont pas la possibilité d'influencer. Pour cela, ils doivent d'abord être capable de gérer entièrement leur exploitation, de la préparation de la terre jusqu'à la récolte et la vente, c'est ce que leur apprend les formations à la MFR. Et grâce à ça, ils peuvent mener leur activité librement et être indépendants. Djiby m'expliquait que ce qui lui plaisait c'est : « Je suis seul, c'est moi qui gère tout dans ce champ et je suis libre. » et Pape Ibrahima me disait : « Ce champ c'est pour moi. Je peux travailler sans que mon père vienne », ou encore Khady : « Je veux juste travailler pour moi-même. En faisant cette formation je voulais avoir la possibilité d'avoir mon champ et de travailler dans mon propre champ à moi. »

Un peu avant, j'ai évoqué une des autres grandes motivations des apprenants. Celle de pouvoir arrêter une vie de débrouillardise et de petits boulots, pour s'installer durablement dans l'activité d'agriculteur. La vie dans les petits villages n'est vraiment pas facile, très éprouvante, peu gratifiante, aucun confort et très peu de revenus. L'apprentissage d'un métier à la MFR offre une possibilité de mieux, de faire une activité et de réussir à s'en sortir. Yacine habite à 13 kilomètres de Potou et avant les formations elle vivait en vendant du lait caillé aux marchés hebdomadaires. Elle m'explique « Je voulais un changement dans ma vie, avant c'était trop dur la façon dont je travaillais. Là avec cette formation j'ai eu l'espérance de trouver mieux, et c'est pour ça que j'étais très motivée ». Et Moussa faisait des petits boulots de maçonnerie et me déclare : « J'ai toujours pensé et aimé l'agriculture, mais je n'avais ni les moyens ni les possibilités de le faire. Jusqu'au jour où j'ai croisé Saer et une porte s'est ouverte pour moi. ». Dans cette continuité, on peut dire que les formations offrent une perspective d'avenir à ces jeunes et Djiby me disait : « Moi j'ai besoin de l'avenir, moi je crois au travail. Il y a des jeunes qui disent qu'ils n'ont pas de travail mais qui ont un téléphone de 100'000 francs (150 €), moi je ne suis pas comme ça. ».

Dans ce milieu, le courage des gens est impressionnant. Malgré les difficultés qu'ils rencontrent, ils persévèrent toujours et possèdent tous cette certitude que les choses iront bien, qu'ils vont s'en sortir et y arriver. Lorsque je suis allé rejoindre Yacine pour notre interview, cette dernière était au marché à plusieurs kilomètres dont elle revenait à pied, chargée de ses légumes sur sa tête. Elle m'a expliqué qu'elle en avait « sacrément bavé » pendant les formations, à marcher 13 kilomètres presque tous les jours, et à se financer toute seule avec sa vente de lait. Et c'est pareil pour les autres, Khady habite le même village que Yacine à 13 kilomètres de Potou, Djiby se réveillait à 4h du matin et arrosait au champ avant d'aller aux formations, et tous les autres aussi. Mais ils ne doutent jamais, peut-être aussi qu'ils ne peuvent pas se le permettre. Un jour, quand je discutais avec Pape Magor, je lui ai demandé si parfois il avait peur de ne pas y arriver et de ne plus pouvoir aider sa famille. Mais il n'en doute pas une seule seconde. Même quand j'insiste et je lui repose trois fois de suite la même question, il me répond pareil. C'est aussi ce courage qui les motive, cette force de volonté d'avoir mieux. (Davies, 2019).

Finalement, voici les trois principales raisons qui revenaient d'une interview à l'autre. Parfois il y en a d'autres, et certains sont poussés par un proche ou motivés pour obtenir

un diplôme. Au-delà de ça, tous partagent l'amour et la passion de la terre. Ils veulent faire du travail d'agriculteur leur profession. Aucun ne s'est inscrit de manière intéressée, en se disant qu'à la fin ils pourraient profiter de leur insertion. De toute façon au début ils ne savaient même pas qu'il y aurait ce financement d'ACCIR, rien n'était prévu. Peut-être que sinon, il y aurait eu moins d'abandon ? Mais en tout cas seuls les plus motivés sont allés jusqu'au bout, et ce sont les plus méritants. Finalement, peut-être que c'était une bonne chose que les autres abandonnent, cela a permis à ces 7 d'obtenir un bout de leur rêve : une petite parcelle à exploiter.

Avant de passer au chapitre suivant, qui présentera toute la période d'après les formations et ce qui a changé ou non dans la vie des apprenants, j'ai encore quelques remarques à faire.

### **3. Remarques, et période de transition**

Tout d'abord en rapport avec la pluriactivité du milieu. Mandiaye et Saliou, les deux membres de la 2<sup>ème</sup> promotion, m'ont tous les deux dit qu'une des conditions pour eux de s'inscrire à ces formations c'est que les cours ne les empêchent pas de continuer leurs autres activités. « Je me suis dit pourquoi pas faire cette formation étant donné que ça ne m'empêchait pas de suivre, de continuer mes autres boulots ». « Au début ça ne m'a pas trop intéressé, je pensais que je n'aurais pas le temps de finir la formation. Mais alors c'était la période creuse dans les champs et je n'avais rien à faire. Alors finalement j'ai vu que je pouvais faire les deux en même temps et je me suis dit pourquoi ne pas faire cette formation. ». C'est peut-être quelque chose d'important à considérer pour la MFR de Potou : essayer de s'insérer et de prendre en compte ce phénomène de multi-activité chez les apprenants potentiels. Il pourrait y avoir deux aspects à cela. Le premier découle de cette étude de Jean-Pierre Rolland que j'évoque dans le chapitre 2 partie 3, à savoir que l'agriculteur sahélien aujourd'hui est très polyvalent dans ses activités. Rolland expliquait alors que les formations doivent répondre à cette caractéristique en diversifiant leurs approches et les savoirs transmis, et ne pas se limiter à des techniques de culture. Le deuxième aspect serait en termes de volume horaire, ou simplement des horaires des formations. Par exemple en essayant d'aménager des cours le soir, ou en privilégiant certaines périodes de l'année où l'activité au champ est moins soutenue, comme cette période creuse de septembre à janvier.

Une autre remarque concerne une observation que j'avais faite dans le premier chapitre, la méthodologie de la recherche. En effet, j'avais remarqué que parmi les membres de la 1<sup>ère</sup> promotion un seul était originaire de Potou, et pour la 2<sup>ème</sup> promotion ils étaient majoritaires, 19 sur les 35. Je trouve cela vraiment très interpellant, pourquoi une telle différence ? Pourquoi en 2014, dans la ville même où se situe la MFR, il n'y a qu'une seule personne qui décide de s'inscrire à la formation ? Et en plus, il s'agit du fils de Saer Gueye le directeur, qui se trouve à demeure. Malheureusement, c'est quelque chose que je n'ai remarqué qu'après être rentré de Potou, et je n'ai pas investigué la question sur place. Mais même si je n'ai pas la réponse aujourd'hui, je possède quelques idées et pistes qu'il faudrait peut-être explorer.

Premièrement, il faut revenir à l'historique de la MFR de Potou et à son activité depuis sa création. Comme je l'avais expliqué dans la partie 5 du chapitre 2, les MFR du Sénégal, dont celle de Potou, étaient initialement tournées vers des activités économiques et génératrices de revenus, et n'étaient pas engagées pour la formation et l'insertion des jeunes. Lamine Ba dans son étude sur l'ANMFR parle de systèmes de microfinance et de prêts, mais concrètement, que faisait la MFR de Potou depuis sa création en 1980 ? Si elle ne faisait pas de formations, alors que pensaient les habitants de Potou de leur MFR ? Que s'imaginaient-ils qu'il pouvait s'y passer ? Comment l'intégraient-ils à leur vie et au développement de leur milieu ? Finalement, comment la MFR était-elle perçue pendant toute ces années ? Saliou, un des membres de la 2<sup>ème</sup> promotion à qui j'ai demandé comment il avait connu la MFR et cette formation, commence en m'expliquant : « Les enfants de mère Awa [*la femme de Saer*] sont mes amis d'enfance, j'étais là<sup>15</sup> tout le temps, on se fréquentait souvent. Mais en ces temps-là, je ne savais même pas ce que la Maison faisait, et je ne m'intéressais pas à ça. Je ne savais pas le travail qui se fait là. Mais depuis que j'ai intégré la formation je me suis rapproché de lui [*Saer*] et il m'a parlé de son activité. »

Puis dans le courant des années 2010, les MFR se sont subitement engagées dans les formations professionnelles, et en 2014 celle de Potou propose sa première formation sur le maraîchage, pour laquelle seul le fils de Saer représente la ville. Peut-être que

---

<sup>15</sup> Pour bien comprendre : Saer et sa famille vivent dans une maison qui se situe dans l'enceinte des locaux de la MFR.

les habitants n'avaient alors pas réalisés ce revirement dans l'activité de la MFR ? Peut-être que dans leur esprit, la MFR n'avait pas changé. Cela pourrait être la raison pour laquelle ils ne se sont pas inscrits aux formations, ils n'y ont pas cru, ils n'avaient pas confiance en la Maison. Ou simplement ils n'étaient pas vraiment au courant de ce qu'il se passait. À l'inverse, ceux des villages alentours connaissaient peu la MFR : elle ne faisait pas partie de leur environnement de vie. Lorsqu'ils ont été mis au courant des formations, c'était un phénomène nouveau pour lequel ils ont été motivés. Tout cela est hypothétique et ce ne sont que mes propres suppositions sur la question, mais des suppositions avec l'expérience de Potou. Je pense que c'est en répondant à toutes ces interrogations que l'on pourra finalement comprendre ce phénomène : pourquoi n'y avait-il qu'un seul représentant de Potou à la 1<sup>ère</sup> promotion ?

Pour la 2<sup>ème</sup> formation de 2017, les choses sont différentes. Trois ans après, les habitants ont eu le temps de s'informer de l'activité à la MFR, les mentalités ont changés et ils s'y sont habitués. Il y a déjà eu une 1<sup>ère</sup> promotion dont ils ont été témoins, témoins de la belle réussite et de cette insertion des 7 diplômés dans leurs champs. Alors cette fois-ci, ils ne veulent pas laisser passer cette opportunité. Ils s'y inscrivent en masse, et profitent de cette facilité d'habiter à « domicile ». Et c'est pour ça qu'on retrouve une majorité d'habitants de Potou à cette 2<sup>ème</sup> formation. Encore une fois, ce n'est que supposition de ma part, mais je pense qu'il y a réellement matière à s'informer et à chercher dans cette direction.

Avant de passer à ma prochaine remarque, je reste dans cette différence entre la 1<sup>ère</sup> et la 2<sup>ème</sup> promotion. Pas cette fois en termes de provenance des apprenants, ni sur le thème des formations, ou les différences dans l'insertion. Mais quelque chose de plus profond, de plus fondamental. Quelque chose qui est difficile à exprimer, mais que j'ai vraiment ressenti dans mes échanges et pendant mon séjour. Il y a une vraie aura autour de ces 7 diplômés, ce que je n'ai pas perçu avec les membres de la 2<sup>ème</sup> promotion. Ils ont vécu une histoire sincère avec la MFR, et tout y participe dans le déroulement de leur formation. Le fait qu'ils viennent tous de petits villages, avec cette envie depuis le début de s'en sortir et d'avoir mieux. Ils ont persévéré jusqu'au bout, alors que 75% des inscrits ont abandonné très vite. Ils étaient motivés pour toutes les séances, malgré les difficultés, et ont tout fait pour y arriver. Et ce thème du maraîchage qui leur a véritablement offert un métier et des savoirs complets. Pour pouvoir finalement accéder à une exploitation, leur propre champ et se mettre en activité. Ces 7 partagent

une histoire commune par laquelle ils sont liés. Il s'agissait de la 1<sup>ère</sup> formation, ce sont les premiers à avoir été formés. Les gens connaissent leur histoire, elle est toujours d'actualité. Et on sent qu'ils ont quelque chose, une sorte d'aura comme je le disais.

À côté de cela, je ne ressens pas la même chose pour la 2<sup>ème</sup> formation. J'ai l'impression que ceux qui s'y sont inscrits l'ont fait parce qu'ils le pouvaient, parce que la formation était « là ». Il y a eu peu d'assiduité, beaucoup qui rataient les séances. Cela témoigne d'un manque d'intérêt, de motivation. Et le thème des formations sur la transformation, la commercialisation et le marketing, me semble moins opportun que celui du maraîchage. Ils n'ont toujours pas pu être insérés, certains qui n'avaient pas d'activité avant, n'en n'ont toujours pas après. Bien entendu, les formations étaient de qualité et tous repartent avec des connaissances. Mais néanmoins il n'y a pas ce côté belle histoire réussie que pouvait avoir la 1<sup>ère</sup> promotion.

Prochaine remarque, j'aimerais revenir sur ce phénomène d'abandon au cours de la formation de 2014 et en présenter les raisons. Pour rappel, 26 inscrits au début, 19 qui abandonnent très vite, et seuls 7 diplômés. À plusieurs reprises pendant mon séjour, j'ai essayé de comprendre ce phénomène d'abandon. J'en ai discuté avec différentes personnes, pour pouvoir bien en cerner tous les aspects. Tout d'abord, il y a des raisons financières, comme bien souvent dans ce milieu. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, les apprenants viennent de loin. En plus de payer les formations, ils doivent déboursier pour leur transport, et leurs repas sur place. Ce n'est pas toujours possible de se déplacer à pied, 10 kilomètres le matin, puis 10 l'après-midi, difficilement faisable quotidiennement. Saer m'explique un jour que beaucoup s'étaient inscrit en pensant que la MFR payerait, ou du moins participerait à leurs frais. Ce n'était malheureusement pas possible, la MFR n'a pas suffisamment de finances. Voici une des premières raisons d'abandon. À propos de ceux qui ont arrêté à cause de leur transport, Djiby me confiait finalement : « Ils ont abandonné les formations à ce moment-là, ils n'ont pas cherché à gagner eux-mêmes un peu d'argent, à s'investir eux-mêmes dans ces formations, et ont arrêté à la première difficulté. Les 15 ont abandonné en même temps. »

Un autre jour, je parlais avec Yacine de ce phénomène. Elle m'expliquait cette fois que beaucoup ont abandonné, et même ne se sont pas inscrits, parce qu'ils trouvaient ça ridicule qu'on leur apprenne comment planter, comment semer et comment arroser. Yacine poursuit : « Ils disaient : on fait du maraîchage depuis tout le temps, on ne va

quand même pas nous expliquer ce qu'on fait déjà depuis la nuit des temps. ». Elle concluait en me disant que tous regrettent de ne pas avoir continué, de ne pas avoir cru en ces formations. Aujourd'hui ils voient les bénéfices qu'elle en retire, entre sa parcelle et ses connaissances. Ils lui rendent souvent visite pour lui confier qu'ils regrettent, et lui demander conseil de ce qu'elle a appris. Voici l'autre raison d'abandon que j'ai identifiée.

Et finalement ma dernière remarque. Au fil de mes recherches à Potou, j'ai essayé de comprendre ce qui motivait à intégrer une formation à la MFR. C'est ce que j'ai retranscrit ici dans ce chapitre : pourquoi finalement en arrive-t-on à aller se former ? Au bout du compte, je crois avoir à peu près saisi les différentes raisons : on se forme pour approfondir ses connaissances et apprendre un métier, pour gagner en indépendance en exerçant sa propre activité, ou tout simplement parce qu'on est passionné par l'agriculture. Alors certes, mais dans l'autre sens, pourquoi quelqu'un choisit-il de ne pas aller se former ? J'aimerais comprendre les raisons qui peuvent faire qu'on décide de ne pas participer aux formations. Bien sûr j'ai peut-être déjà évoqué des raisons : manque de moyen, trop d'activités et pas assez de temps, domicile trop éloigné, ou encore parce que l'agriculture ne plaît pas. Et dans la discussion avec Khady, cette dernière m'informe d'un autre élément de réponse : « les gens dans la région sont plus spécialisés dans les grandes cultures de niébé et d'arachide. Ils ne connaissent pas et ne s'intéressent pas au maraîchage et à la culture de légumes. » C'est une donnée importante : le maraîchage est une activité qui demande beaucoup d'eau. Alors comme je l'avais expliqué, pour la pratiquer il faut être à proximité d'une nappe d'eau, et qu'un forage soit fait. À l'inverse, les grandes cultures sont semées pendant la saison des pluies et les agriculteurs profitent de l'irrigation naturelle. Voici encore une des raisons qui peut influencer la participation aux formations. Mais peut-être pas seulement, je pense que tout cela n'explique pas tout. Et à la vue du faible nombre de participants à la MFR, face à la quantité incroyable de jeunes et d'adultes en sous-activité, il doit y avoir d'autres motifs. Voici encore, une piste de recherche qui mériterait qu'on s'y intéresse, en tout cas moi je suis interpellé.

## Chapitre 4 : Après les formations

Pour cette période en aval des formations, il faut traiter les deux promotions séparément. Principalement parce que les éléments essentiels de cette phase découlent de l'insertion et l'entrée en activité. Et seuls les membres de la 1<sup>ère</sup> promotion ont été aidés pour leur insertion et sont en activité aujourd'hui grâce à cela. Ainsi, dans la première partie, je regarderai l'impact direct qu'ont eu les formations et l'insertion dans la vie de ces 7 diplômés de 2014.

### 1. Les impacts sur la vie des apprenants

A la fin de leur formation, plus encore que leur diplôme, les apprenants repartent avec deux richesses : leurs connaissances sur le métier d'agriculteur, et leur champ pour s'y exercer. Et tous les changements qui surviennent alors dans leurs vies, proviennent initialement de ça, de cette entrée en activité avec la maîtrise de ce qu'ils font.

Intéressons-nous tout d'abord à ces nouveaux savoirs, avec deux cas de figures chez les apprenants. Premièrement, il y a tous ceux qui en connaissaient très peu sur le maraîchage avant les formations. Parce qu'ils ne s'étaient pas renseignés avant, ou n'avaient jamais vraiment travaillé dans les champs. Alors la MFR leur a tout appris, et ils sont enthousiastes pour l'expliquer, comme Pape Ibrahima : « Oui ça m'a beaucoup aidé, ça m'a appris le métier d'agriculteur. Avant je ne connaissais rien, rien. Maintenant ça m'a donné un métier. » Ou encore Khady : « J'ai tout appris sur comment cultiver. Avant je n'avais aucune idée de comment faire du maraîchage et maintenant je sais. ». Et finalement Yacine : « J'ai appris plein de nouvelles choses, je suis vraiment satisfaite. Avant les formations, je ne connaissais rien au maraichage, et maintenant je sais y faire. ».

Et il y a les autres qui pratiquaient déjà un peu l'agriculture, disons à un stade intermédiaire. Il faut chercher si eux aussi ont appris des choses, et ce qu'ils en retirent en termes de savoirs. La meilleure façon pour cela est de comparer ce qu'ils ont appris et font maintenant, avec leurs anciennes techniques et que leurs parents utilisaient. Est-ce qu'ils remarquent des changements dans ce qu'ils font ? Est-ce qu'ils observent des différences entre les techniques ? Est-ce qu'ils se sont rendus compte que ce qu'ils ont appris marche mieux ? Ils répondent tous par l'affirmative à ces questions et m'expliquent : « Il y a une grande différence ! Ça a vraiment changé pour moi par

rapport à cette époque. Avant c'était n'importe comment et au hasard. [...] Ce que j'ai appris est la meilleure méthode des deux. Mes parents, ils faisaient autrement parce qu'ils ne connaissaient que ça. Il n'y a pas de sens si tu fais quelque chose mais que tu ne sais pas vraiment ce que tu fais. ». Sur les mêmes questions : « Oui il y a des différences. La façon qu'on m'a apprise à la MFR est bien meilleure que celle de mon père et très différente. ». Quand je leur demande un exemple, ils me parlent des techniques de semis. Leurs parents avaient pour habitude de jeter les graines au hasard dans les champs, tandis qu'ils ont appris à la MFR à semer de manière ordonnée, avec des lignes bien droites, espacées régulièrement, pour des champs plus « géométriques ».

Alors certes, ils sont tous d'accord pour dire que les techniques apprises sont différentes. Mais sont-elles plus efficaces que celles de leurs parents ? Plus rentable ? Plus productive ? Moussa me répond : « C'est plus bénéfique, c'est plus rentable. Ma manière permet de plus semer, plus de production. Avant les techniques étaient mauvaises, parfois il y avait des graines qui ne poussaient pas et d'autres qui poussaient. Ma technique est plus rapide. ». Et Djiby rajoute : « C'est plus avantageux et économique la façon qu'on m'a appris. — Pourquoi ? — Mes parents ils sèment n'importe comment, ils ne savent pas ce qu'ils font. On t'apprend une bonne utilisation des sols, des produits, des variétés. Avec ces nouvelles techniques j'ai de meilleurs rendements, je gagne plus d'argent. Je m'en sors un peu mieux. C'est toujours difficile mais je gère ça. ».

Le deuxième aspect des changements dans la vie des apprenants est ce champ, dont ils ont la propriété, la responsabilité et dans lequel ils peuvent cultiver. Aujourd'hui encore, 5 ans après la fin de leur formation ils sont toujours en activité dans ces mêmes parcelles, qui leur apporte un revenu régulier depuis. Après chaque interview, ils étaient tous fiers de me montrer leur terrain, leurs cultures, et de me présenter les propriétaires des champs voisins. L'impact de ces champs pour les 7 diplômés se mesure avant tout en termes de revenus. Ils cultivent, ils vendent et recueillent les bénéfices. Pour bien apprécier ces changements, je leur demande s'ils constatent une amélioration dans leurs conditions de vie depuis qu'ils sont propriétaires des champs. Moussa m'expliquait : « Ça s'est vraiment amélioré, ma vie s'est amélioré, je gagne plus. [...]. Vraiment un grand changement, grâce à ça j'ai pu acheter mon propre cheval et ma charrette. ». Et Yacine disait : « Un très grand changement même, je ne

dépend plus de personne aujourd'hui. Je suis plus motivée et je gagne plus d'argent. J'ai pu avoir des choses que même mes parents n'avaient pas. ». Et tous les autres qui n'avaient pas de revenu, gagnent à présent davantage d'argent grâce à leurs cultures. Khady a ouvert un compte épargne au crédit agricole de Léona, dans lequel elle dépose régulièrement un peu d'argent.

Et enfin j'ai découvert un dernier élément que ces formations ont impacté dans la vie de ces 7. Quelque chose de plus immatériel qu'un champ, mais tout aussi important. Ils ont gagné confiance en eux, confiance en leur capacité et en leur travail. Ils savent à présent qu'ils peuvent réussir, et s'occuper seuls de leur activité dans leur champ. Il en résulte aussi qu'ils sont perçus différemment par leur proche et dans leur village. Ils sont davantage respectés, ont plus de reconnaissance. Ils sont connus, et les savoirs qu'ils ont acquis à la MFR sont valorisés, on leur demande souvent aide et conseil. Ils sont considérés comme de vrais agriculteurs, avec beaucoup de connaissance dans leur domaine. Ceux qui étaient sceptiques quant aux formations et à ce qu'ils pourraient en apprendre, remarquent à présent que ces 7 en connaissent plus long qu'eux. Moussa me racontait : « Mon papa était fier et content que je fasse ces formations. Aujourd'hui il a parfaitement confiance en mes capacités à gérer un champ. C'est moi qui m'occupe des champs familiaux. ». Et Djiby m'expliquait « Les gens du village ont tellement confiance en moi. Ils vont toujours se renseigner auprès de moi et me parler de leurs problèmes. Une fois tout le monde du village est venu dans mon champ pour m'aider à faire les semences. Ils sont tous venus alors que mon champ se trouve loin du village ». Il était très touché par cette attention et cette gratitude des membres de son village. Et ils ont gagné en émancipation, quand Yacine me déclarait qu'elle ne dépend plus que d'elle-même. Ou Khady qui discute souvent avec son père sur les différentes techniques de culture, et qui aujourd'hui a les moyens de lui tenir tête. Ils m'ont tous déclaré être fier de ce qu'ils avaient fait, d'avoir été courageux jusqu'au bout. Fiers d'être aujourd'hui des agriculteurs.

Finalement, s'ils ont gagné en confiance, et en considération, ils ont les moyens d'impacter leur milieu. Ils sont des personnages importants de leur environnement, écoutés et respectés. Dans la prochaine partie, je présenterai comment à travers ces formations, les apprenants influencent ce et ceux qui les entourent.

## 2. L'influence des apprenants sur leur milieu

Encore une fois pour impacter leur milieu, les apprenants disposent de 3 éléments : leurs connaissances apprises à la MFR, leurs champs et les revenus qu'ils y gagnent, et leur force de volonté poussée par la confiance et le respect de leurs proches.

Comme ce que je présente en introduction, le premier élément auquel je me suis intéressé concerne le ruissellement des savoirs, les apprenants transmettent-ils ce qu'ils ont appris aux autres ? Bien souvent oui, parce qu'ils sont très sollicités par les autres qui les voient réussir, et leur posent des questions sur ce qu'ils ont appris à la MFR. Il s'agit donc là d'une transmission des connaissances sur le maraîchage et les techniques de culture. Mais aussi d'eux-mêmes, ceux que j'ai interrogé ont cet élan de partage et veulent apprendre et montrer à leurs proches ce qu'ils ont assimilé. Même si parfois, tout le monde n'écoute pas et les « têtes » sont souvent « dures » dans ce milieu. À ce propos Yacine me racontait : « On a appris des techniques différentes et je les explique aux autres qui ont un champ dans le groupement<sup>16</sup>, par exemple sur quels produits pulvériser. Certains sont des têtes de mules, mais d'autres ont décidé d'essayer et de faire ce que je disais. ». Ces conseils et cette aide des diplômés portent donc sur des aspects théoriques, mais parfois aussi dans la pratique. Un jour lorsque je discutais avec Pape Ibrahima de sa formation, quelqu'un qui se trouvait avec nous prit la parole pour me dire que c'était ce dernier qui l'avait aidé à installer son champ dans une parcelle à quelques kilomètres de là. Pape lui avait montré comment mettre le goutte-à-goutte, le surveiller, régler les machines et la motopompe.

Plus que des conseils liés à l'activité agricole, les diplômés de 2014 s'efforcent souvent de dynamiser leurs amis et les jeunes des villages. Ils les guident dans leurs choix, les orientent vers des formations, et s'évertuent à ce qu'ils aillent dans la bonne direction. Ils sont maintenant conscients des bénéfices de s'instruire et transmettent cette importance à leurs proches. Djiby me disait : « Tout le temps je discute avec mes camarades et je leur dis qu'il faut qu'ils modifient des choses dans leurs vies, il ne faut plus être là comme ça... Regarde nos anciens, ils sont restés ici tout le temps mais ils

---

<sup>16</sup> À Potou, les champs sont rarement isolés. Les agriculteurs ne disposent que de petites parcelles et se regroupent les uns à côté des autres, principalement pour tous bénéficier du même accès à l'eau. De cette façon, il n'y a pas de champs éparpillés, mais une alternance du paysage entre dunes de sables et grandes étendues cultivées. C'est ce qui s'appelle donc un groupement, ce dont Yacine parle.

n'ont rien fait. Il faut que nous on fasse quelque chose pour gagner du temps, gagner de l'argent. ». Et Moussa : « Ceux qui me posent des questions sur ce que j'ai appris, j'essaye toujours de les motiver pour qu'ils aillent faire les formations ». Ou encore Yacine : « J'en ai parlé à mes voisins et à quelques jeunes. J'ai essayé de les motiver à faire cette formation. ». Djiby est plus critique de la situation, et dans sa lancée il poursuit : « Depuis que j'ai fini, beaucoup de jeunes pensent à moi et me demandent comment je fais pour avoir tout ça. Ils me posent beaucoup de questions, je leur explique mais leur dit aussi que pour avoir quelque chose il faut s'en donner les moyens et se former comme moi j'ai fait. Ici les gens pensent trop à l'argent, pas à la connaissance, c'est pour ça qu'ils ne s'en sortent pas. Ils veulent uniquement faire quelque chose s'ils en obtiennent un bénéfice tout de suite, s'ils peuvent en retirer de l'argent. »

Finalement, j'ai cherché à savoir s'ils aidaient leurs proches ou participaient au développement de leur communauté, mais de manière plus matérielle. Est-ce qu'ils accepteraient de prêter de l'argent à un membre du village ? Est-ce qu'ils payeraient pour installer l'eau courante quelque part, ou des toilettes dans l'école ? Je parlais de cette idée qu'avec ces nouveaux revenus de leurs champs ils disposent de plus de moyens, et donc plus que la moyenne des gens. Les réponses sont partagées. Khady qui est très timide, et ne partage pas trop ce qu'elle a appris aux autres, cette fois est très engagée pour sa communauté. Elle n'hésite pas à participer aux actions de l'association villageoise, par exemple en nettoyant les déchets au sol. Elle m'explique qu'elle ne donne pas l'argent qu'elle gagne à ses parents, mais que si quelqu'un vient la voir et à besoin d'aide, alors elle lui prête ce qu'elle peut. Djiby, Moussa et Pape aussi sont tous les trois prêts à aider financièrement leur village. Djiby m'expliquait qu'il avait un ami passionné par l'électricité mais qui n'avait pas les moyens de s'engager dans une formation. Il l'a néanmoins longtemps poussé dans cette direction, et aujourd'hui n'hésiterait pas à lui prêter de l'argent pour l'aider, si son ami le voulait. Quand je lui demande comment aujourd'hui il aide sa famille et son village, il me répond : « Je leur donne surtout de la nourriture. J'ai tout le temps aidé ma famille, depuis l'école primaire je travailler au champ et je gagne un peu d'argent pour pouvoir acheter à manger. Parfois aussi, je conduis la charrette. ». Moussa quant à lui participe déjà financièrement : « Surtout les personnes âgées et les enfants. Je pousse les enfants à aller à l'école pour qu'ils aient des connaissances. S'il faut aider pour les inscriptions,

je participe. Pour ma famille, si j'ai les moyens d'aider financièrement ma famille, je le fais. ». Finalement Yacine est mitigée d'aider les autres financièrement. Elle m'explique qu'elle n'a pas beaucoup d'argent pour en donner et rajoute : « Quelqu'un qui n'a pas les moyens et pas de connaissances, je préfère la faire venir chez moi, travailler dans mon champ ensemble et lui montrer comment ça marche. Comme ça elle va gagner ces connaissances. Plutôt que de lui donner quelque chose mieux vaut lui apprendre. »

Avec tous ces éléments, on peut finalement bien appréhender comment les formations à la MFR ont impacté la vie des 7 diplômés de 2014, et comment ces derniers participent au développement de leur communauté. Mais la générosité dont font preuve ceux que j'ai côtoyé et leur entrain à aider leur communauté n'est pas quelque chose qu'ils ont appris aux formations. C'est véritablement un aspect de leur personne, une qualité importante qu'ils possédaient déjà. Et la MFR leur a permis d'exprimer cela et de leur donner les moyens d'aider les autres. Une grande partie de ces effets découlent de l'insertion des apprenants, et dans ce cas de l'obtention du champ. Mais finalement qu'en est-il de ces changements lorsque les diplômés ne se retrouvent pas insérés en activité ? Dans la partie suivante je m'intéresserai au cas des apprenants de la 2<sup>ème</sup> promotion, et des transformations à la suite des formations.

### **3. Les impacts pour la 2<sup>ème</sup> promotion**

#### 3.1 La question de l'insertion des diplômés

Ici, c'est une histoire différente. Les diplômés n'ont pas été insérés depuis la fin des formations, et leurs projets sont encore en formulation. C'est avec Saer que je discutais en premier de tout cela. Pourquoi les apprenants n'ont-ils pas été encore inséré ? Pourquoi n'ont-ils pas reçu de subvention comme pour la 1<sup>ère</sup> promotion ? Il m'expliquait que la MFR n'avait encore rien proposé à ACCIR dans ce sens, que c'était aux jeunes de décliner leurs projets d'insertion. Bien entendu, la MFR, à travers Saer, assiste les diplômés pour concevoir leurs projets. Mais ce dernier attend encore une réelle impulsion de leur part, une idée et la volonté de ce qu'ils voudraient faire. Comme je l'avais précisé dans mon premier chapitre, seuls 13 sur les 35 apprenants ont été remarqués par Saer pour avoir été assidus tout au long de la formation. Et donc, seuls ces 13 bénéficieront d'une aide pour leur insertion. Dans son idéal personnel, il s'agirait que les 13 réalisent un projet commun, qui prendrait la forme d'un grand

champ d'au moins quelques hectares, où ils travailleraient ensemble. Dans ce sens, les diplômés avaient entamé des démarches et des discussions à la fin de leur formation, pour garder contact, s'associer ensemble et travailler conjointement. Ils avaient tenté de constituer une association, l'Association des Entrepreneurs pour la Modernisation et la Promotion de l'Agriculture dans la Commune de Léona, mais très vite les choses sont abandonnées et laissées en cours de route. Quand je les interroge sur la question, Mandiaye et Saliou me répondent : « Nous les membres de la formation, nous avons pensé à ça, c'est pour ça qu'on essaie de former une association. Mais le problème qui se pose en est que, ce genre de chose on peut les initier à l'heure où on parle, mais ça ne va pas avoir un suivi et ça ne va pas avoir une procédure. Tout le monde n'est pas sur la même longueur d'onde. ». Et Saliou rajoute : « On avait envisagé après les formations de se mettre en groupe de gens de la promotion pour faire la transformation. Mais après les gens ont laissés tombés, depuis que les champs ont repris plus personne n'a plus le temps. »

Ce phénomène précis ici qui les concerne dans ce cadre d'une association entre membres de la même promotion, est caractéristique d'une situation beaucoup plus généralisée dans ce milieu, et que je trouve très inquiétante. Les gens ne travaillent pas ensemble, les agriculteurs ne s'associent jamais en groupement ou coopérative. Certes parfois ils cultivent à côté, mais ça s'arrête là. J'aborderai ce phénomène très interpellant de l'activité en groupe, plus en détail ultérieurement.

Pour revenir à l'insertion de la 2<sup>ème</sup> promotion, Saer est toujours en pourparlers avec les autorités locales et le maire de la ville pour essayer d'obtenir une parcelle collective dans laquelle les 13 pourraient travailler. « Où est-ce que ça en est ? — Le maire dit qu'il va étudier la question. Même avec 3 hectares ça devrait faire nos affaires. ». Mais il ajoute par la suite que ce projet commun n'est pas irrévocable, et si les apprenants souhaitent des projets individuels, il se chargera de leur trouver quelque chose dans ce sens.

Finalement, j'avais le sentiment qu'il manquait un élément crucial à propos de cette insertion de la 2<sup>ème</sup> promotion. Est-ce que l'objectif est simplement de leur fournir un champ ? Et alors, comme pour ceux de la précédente promotion, ils pourraient exercer une activité d'agriculteur et alterner les cultures. Ou alors, est-ce qu'il s'agit de s'appuyer sur le thème de leur formation et ce qu'ils ont appris : transformation, commercialisation, en gros la chaîne de valeur ? À mon sens, la deuxième option est

bien plus importante à considérer dans leur insertion. Saer m'explique que oui, c'est bien cette option qui sera choisie. Pour s'en assurer, il y aura un suivi de leur activité, et les subventions ne seront accordées que si leurs projets sont en rapport avec ce qu'ils ont appris. Mais pour l'instant, il faut chercher des partenaires.

### 3.2 Le rôle du CFP de Louga

Cette formation de 2017 sur la transformation s'est faite conjointement avec le CFP de Louga. Dans la pratique : certaines séances se déroulaient au CFP, les professeurs étaient dépêchés par le centre, et tout le financement pris en charge. Les observations que je vais présenter ici viennent des propos de Saliou, Mandiaye et Saer. Je n'ai appris tout cela qu'à la fin de mon séjour, je n'ai pas pu aller rencontrer les responsables du CFP, et leur offrir l'occasion de présenter leur côté de l'histoire. Alors je tâcherai d'être le plus précautionneux possible en relatant ce qui m'a été raconté, de ne pas entrer dans la polémique ou de prendre parti.

À un moment donné, j'étais surpris par ce retard dans l'insertion des jeunes de la 2<sup>ème</sup> promotion. Comment se fait-il que rien ne soit fait, alors qu'une structure d'État est impliquée dans les processus ? Alors on m'explique. En amont et aux débuts de la formation, le CFP était très engagé pour tout le volet insertion. Mandiaye me racontait qu'initialement, les élèves sont allés au Centre à Louga pour expliquer qu'ils avaient besoin d'aide pour être insérés. Les responsables leur ont répondu qu'il leur fallait suivre cette formation, et qu'ensuite ils seraient introduits en activité. Formidable, les élèves étaient satisfaits et motivés pour se former. Il était prévu que les produits transformés par les apprenants soient revendus avec l'aide et la prise en charge du CFP, et les bénéfices reversés aux jeunes. Et dans un deuxième temps, qu'ils seraient mis en lien avec des structures pour la revente et la commercialisation, dans l'optique de les insérer en activité.

Mais finalement, rien de tout cela n'a été fait. Mandiaye me disait : « Avant la formation, on nous avait promis 1000 choses. Le suivi, l'insertion, nos plans d'affaires, ils n'ont finalement rien fait. Finalement, ils nous ont dit que bon, l'insertion c'est vous qui allez vous débrouiller pour le faire. Mais si on a fait cette formation c'était juste dans le but de s'insérer. Si tu promets ça à quelqu'un, et qu'au final tu dis débrouillez-vous. Mais si la personne pouvait le faire, est-ce qu'elle allait venir chez vous pour demander de l'aide pour l'insertion ? On n'est pas assez bête pour faire une formation

qui n'a pas de suivi et où on ne sera pas inséré. ». Suite à ça, les élèves étaient déçus et très révoltés contre le CFP. Ils voulaient se soulever et manifester leur mécontentement. C'est Saer qui a calmé les esprits et empêché une insurrection, en argumentant que l'essentiel était que le CFP leur donne le diplôme et atteste qu'ils avaient fait la formation. Sur ce sujet, Saliou ajoute : « Ils nous avaient dit qu'il y aurait transformation et qu'au final il y aurait peut-être insertion. Ils nous avaient promis toutes ces choses-là alors qu'au finish on n'a rien vu. Il nous avait promis de nous donner une part de ce qu'on aura transformé, or que c'était pas le cas. Ils ont tout pris et ont vendu ça et ne nous ont rien donné. On voulait se révolter, mais c'est à cause de Baye Saer que l'on a laissé tomber. Ils ont bouffé le financement du projet et nous ont leurré. Il y en a beaucoup qui se sont découragés, même moi je ne me suis pas déplacé pour prendre mon diplôme. J'ai dit à Baye Saer que quand même on a tout fait, depuis le début on souffre on n'a rien dit. Mais quand il s'agit d'aller là-bas moi je ne vais plus y aller. Vraiment c'était dur. »

Dans notre discussion, Saer m'offre d'autres éléments de son point de vue de directeur de la MFR. Ces données sont importantes et permettent d'appréhender la mise en place du projet par le CFP. Je laisse donc Saer les raconter : « Mais aussi, on devait faire un partenariat avec eux pour cette formation. Mais lorsqu'ils élaboraient les projets d'insertion même moi en tant que directeur de la MFR je n'ai pas été invité à participer aux échanges. La MFR voulait coopérer avec eux. Rien n'a été versé à la MFR en plus, parce qu'ils disent que c'est un projet d'état. Ils disaient qu'avec la transformation, tous les produits seront reversés à la MFR, mais rien n'a été versé. Même les professeurs du CFP nous disaient que ça ne marchait pas. Quand ils venaient ici à Potou, parfois on ne leur donnait pas d'argent en partance du CFP de Louga. C'est un centre d'État qui dépend du ministère de la formation professionnelle. Le projet leur a coûté 49 millions. Ils en ont profité pour fabriquer leurs bâtiments de séchage, acheter des machines. Même ils ont acheté des houes alors qu'on leur a dit qu'on n'avait pas besoin qu'ils achètent des houes et qu'on pouvait faire travailler nos ouvriers ici à Potou, même s'il fallait acheter ou réparer des houes. Pareil pour les charrues, ils ont acheté tout ça à Louga au lieu de venir voir ici à Potou. Et puis elles ne pouvaient même pas bien labourer, c'était extrêmement difficile. Une fois le président de l'association masculine [*de la MFR de Potou*], Badara Mbaye, est allé au CFP parce qu'il croyait que je détournais l'argent du projet. Alors que je n'ai jamais reçu 5000

francs du CFP. C'est moi seul qui assurait parfois le repas des jeunes quand ils venaient le matin. De prendre dans mon argent pour faire le petit déjeuner, mais je ne pouvais même pas offrir le repas, alors je faisais du thé et des biscuits pour le midi. Alors qu'ils ont dit que le projet a coûté 49 millions. »

Bien entendu, pour conclure cette histoire il faudrait une réponse du CFP, et connaître leur côté de la question. Mais quand même, lorsque l'on écoute les propos de Saer on peut également se sentir révolter, et comprendre la frustration et la déception des diplômés. Mandiaye et Saliou m'ont tous les deux déclaré par la suite que la raison pour laquelle ils ont participé à ces formations c'est parce qu'ils avaient confiance en la MFR et en Saer. Je trouve cela important à préciser, même après cette mauvaise aventure avec le CFP de Louga, les diplômés gardent confiance en la MFR et son directeur, témoins de son engagement de tous les jours pour la communauté.

Finalement, qu'est-ce que ce phénomène et les propos de Saer peuvent nous apprendre sur le fonctionnement des instituts de formation de l'État ? Est-ce qu'il s'agit d'un événement exceptionnel et isolé ? Ou est-ce l'expression d'une situation beaucoup plus généralisée sur le territoire ? Que faudrait-il faire pour interrompre ces comportements des fonctionnaires de l'État ? Encore une fois, je pense qu'il faudrait approfondir ces questions qui pourraient faire l'objet d'une autre recherche.

### 3.3 Qu'est-ce qui a changé pour la 2<sup>ème</sup> promotion ?

Si ce n'est pas avec leur insertion « en poche », alors qu'est-ce qui a changé pour les diplômés de 2017 ? Principalement, ils repartent avec des savoirs et des connaissances sur la chaîne de valeur du métier d'agriculteur. Ce sont des compétences très importantes. Dans ce milieu les gens ne pratiquent pas la transformation, et restent à l'étape de vente brute. Pour pouvoir se développer aujourd'hui et vivre convenablement de son activité, l'agriculteur a impérativement besoin de considérer toute cette chaîne de valeur.

Mais finalement, j'ai l'impression que les diplômés sont un peu déçus. Lorsque je questionne Mandiaye, il me répond honnêtement : « Il y a une nouvelle corde à mon arc. Le diplôme c'est bien beau, mais ce qui aurait été mieux c'est d'avoir un travail, d'avoir quoi faire. ». Et je me demande s'ils peuvent réellement mettre en pratique ce qu'ils ont appris. Tous deux me répondent que oui « un jour ou l'autre ». Mandiaye n'a pas de champ et c'est plus difficile dans son cas. Il m'explique que la

transformation « ça demande des moyens et des machines, ce n'est pas si simple. Mais je compte bien utiliser ces savoirs un jour ou l'autre. » Je lui demande comment il ferait étant donné qu'il n'a pas de champ et donc pas de produits à transformer, et il me répond qu'il se mettra en activité à ce moment. Pour Saliou moins d'excuses, il a un champ, un grand champ, et donc beaucoup de produits. Mais il ne fait pas non plus de transformation, et donc ne met pas en pratique ce qu'il a appris à la MFR. Lui aussi joue la carte du « manque de moyen, pas de machine ». J'insiste et il m'explique qu'ils ont quand même appris des méthodes de transformation manuelle, mais que cela demande beaucoup de personnes, et offre peu de rendements. Il conclut néanmoins en disant : « La transformation, oui ça m'intéresse quand même, on apprend beaucoup de choses qu'on ne savait pas. Ça c'est positif. Parce que moi aujourd'hui si je décide, je peux faire mon sirop de bissap. ». La transformation est quelque chose de difficile dans ce milieu et que peu entreprennent. J'ai été interpellé par ces questions du manque de transformation, que je présenterai plus en détail dans la partie suivante.

Je crois qu'à ce stade, il faut avoir une vision plus globale de cette formation de 2017. Très fréquemment au cours de ma recherche je me suis demandé, mais est-ce que c'était vraiment judicieux de leur apprendre à faire de la transformation ? Je m'explique : beaucoup d'apprenants lorsqu'ils s'inscrivent n'ont pas d'activité agricole et ne possèdent pas de champ. Ils n'ont pas les connaissances pour cultiver, ce ne sont pas de vrais agriculteurs. Une remarque que j'avais faite discrètement dans le premier chapitre, fait vraiment sens maintenant : « Le thème de celle-ci [*la formation*] était axé sur la transformation, la commercialisation, le marketing et le stockage, mais très peu de cours et de notions transmises sur la culture agricole ou la gestion de son exploitation. ». Est-ce vraiment utile pour quelqu'un qui n'a pas de champ et ne sait pas cultiver, de savoir comment transformer du niébé en poudre, du bissap en sirop ou du maïs séché ? Certes, il aura toujours la possibilité d'acheter les produits agricoles, de s'associer avec un agriculteur, ou de participer à une formation sur le maraîchage. Mais est-ce vraiment là, la finalité de cette formation ?

Petite parenthèse, comme je l'avais expliqué dans la méthodologie de ma recherche, je n'ai réalisé d'interview qu'avec deux membres de la 2<sup>ème</sup> promotion. Néanmoins j'ai pu observer qui étaient les autres diplômés, et ce qu'ils faisaient. Quand je dis que certains n'ont pas de champ ni de connaissance sur l'agriculture, je l'ai observé. Là où

je souhaite en venir, c'est qu'il me semble une fois de plus y avoir matière à investiguer et à réflexion sur ces questions.

Revenons à présent sur les cas précis de Saliou et Mandiaye et de la capitalisation de ce qu'ils ont appris. Est-ce que, à l'image des membres de la 1<sup>ère</sup> promotion, ils impactent aussi leur milieu et participent au développement de leur communauté ? Cette fois, c'est plus discret. Ils m'expliquent que personne ne leur a demandé des informations sur les formations à la MFR, ou sur ce qu'ils ont appris. Seul Saliou a essayé de transmettre ses connaissances : « Ma mère vend de la crème glacée, et je leur ai dit pourquoi est-ce que je ne vous apprendrais pas à faire le sirop de bissap ? Si vous arrivez à le conserver après vous pourrez le vendre. Mais ça ne les a pas intéressés, elles n'ont pas voulu. ». Le père de Mandiaye possède un champ, mais lorsque je lui demande s'il l'a aidé dans son activité au moyen de ses nouvelles connaissances sur la transformation, il me répond « J'ai pas encore eu le temps ».

Sur l'aspect de dynamiser leurs amis et les autres jeunes, ils me répondent : « Je ne leur ai pas dit de faire la même formation que moi, mais je les ai poussés à faire d'autres formations, pour s'instruire et se professionnaliser. ». Et encore Saliou : « Oui, j'encourage à chaque fois les jeunes. S'ils ont la possibilité de faire une formation, il faut prendre ça et pas laisser. On apprend toujours quelque chose qu'on ne savait pas. ».

Les résultats ici sont plus légers que lorsqu'il s'agissait des membres de la 1<sup>ère</sup> promotion. Leur impact sur le développement et la transformation de leur milieu est moindre. Peut-être que la principale raison est qu'ils ne sont pas encore insérés professionnellement. Ils ne peuvent pas mettre en pratique ce qu'ils ont appris, ni faire bénéficier leurs proches des retombées de leur activité. Mais quand même, il n'y a pas eu tout cet aspect de fierté, de courage, de reconnaissance par leurs proches. Ni cet allant qui va avec et qui poussait les autres à s'enquérir de ce qu'avaient appris les diplômés de 2014, témoins de leur réussite. À l'image de la mère de Saliou qui lui répond qu'elle n'est pas intéressée d'apprendre la transformation du bissap, je me suis demandé si la raison était que ce thème des formations captivait moins les esprits dans le milieu. Quand j'évoquais cette aura que je ressentais autour des premiers diplômés de 2014, tout cela en fait aussi partie. Et les choses sont vraiment très différentes pour la 2<sup>ème</sup> promotion.

## **4. L'activité en commun, et la transformation**

Dans cette partie, je voudrais revenir sur deux phénomènes que j'ai présentés hâtivement jusque-là : le travail en groupe, et le peu de transformation des produits agricoles. Certes, ces préoccupations sont quelque peu éloignées de mon sujet initial de recherche. Mais je trouvais important d'en poser les premières pierres, peut-être pour servir de base à une future recherche.

### 4.1 Le travail en groupe

Je crois que je me suis réellement rendu compte que dans le milieu de Potou les gens ne parvenaient pas à travailler ensemble, lorsque je suis rentré de ma première interview. Celui qui nous menait sur sa charrette se plaignait de l'état de la route, jonchée de pierres et d'épine, où le cheval glissait et s'enfonçait dans le sable. Il nous racontait l'histoire de cette piste. Elle devait être goudronnée depuis plus de 10 ans, mais les rivalités entre propriétaires empêchaient les travaux. « Pourquoi je devrais payer plus que mon voisin ? Pourquoi chez moi la route passe sur mon terrain ? Pourquoi je devrais participer alors que la route est si loin de ma maison ? ». Je me suis alors intéressé à ces questions pour le travail agricole, j'ai enquêté peu à peu. Et avec les éléments que je glanais j'ai réalisé qu'il s'agissait d'un phénomène important, très répandu, et surtout inquiétant.

Il n'y a aucune coopérative, ou groupement de producteurs du côté de Potou. Les gens cultivent seuls, et vendent seuls. Cela pose des difficultés pour ces mêmes producteurs, à plusieurs niveaux. Difficile d'obtenir des financements pour un projet personnel et de petite envergure. Un groupement qui demande des fonds aura plus de poids et paraîtra plus fiable qu'un individu isolé. Obtenir un financement, souvent conditionné par le fait d'agir en groupe, permettrait aux agriculteurs de se développer. Construire un magasin pour entreposer leurs récoltes, diversifier les cultures, acheter de l'équipement, et peut-être même investir dans des machines pour la transformation, maintenant que certains en ont les connaissances. J'en discutais avec un des diplômés en lui disant que j'avais remarqué que les gens ici ne veulent pas se mettre en groupe, alors il me répondait : « Ça c'est un problème majeur, c'est la plus grande de nos difficultés. Parce que si on ne se regroupe pas, on a des difficultés à accéder au financement. Les structures qui financent, elles veulent plus que ce soit un groupement

quand même, c'est plus sûr pour eux. C'est le plus grand malheur ici. Si chacun va de son côté pour demander son propre financement ça ne sera pas facile ».

Mais aussi, s'installer en groupement permet une certaine sécurité pour la revente. Au Sénégal, c'est l'Agence de Régulation du Marché (ARM) qui fixe les prix des produits agricoles au niveau national. Généralement l'oignon<sup>17</sup> est fixé à 250 FCFA le kilo (40 centimes d'euro), ce que les agriculteurs de Potou trouvent être un bon prix, un prix acceptable. Cependant, les commerçants acheteurs/revendeurs ne respectent pas ces directives de l'ARM et décident eux-mêmes de leurs prix. À cela vient s'ajouter un autre acteur : les bana-banas qui jouent un rôle d'intermédiaire entre agriculteurs et commerçants. Dans leurs méthodes, ils se rendent directement dans les champs des agriculteurs avant les récoltes et commencent leurs négociations. « Ton voisin m'a dit qu'il vendra à 190 francs le kilo, mais pour moi c'est trop cher, si tu acceptes de me vendre à 180 francs je te prends toute ta récolte. » « Je vois que tu as besoin d'argent aujourd'hui pour l'inscription de tes enfants à l'école, alors si je te prête 50'000 francs aujourd'hui tu t'engages à me vendre ta prochaine récolte à 170 francs le kilo. » Les agriculteurs isolés ne font pas le poids face à cette machine des commerçants et des bana-banas. Ils sont contraints d'accepter tout ce qu'ont leur « propose », et de vendre à des prix très bas. Dans une conversation, un des diplômés m'apprend un autre élément de ce phénomène : « Le problème aussi c'est que tout le monde cultive en même temps [*je rajouterai : et la même chose*]. Et donc le marché est inondé ce qui conduit à baisser les prix. Tu peux avoir des problèmes à la maison, et si tu passes la journée sans rien vendre, à la fin de la soirée tu vas brader tous tes prix. »

Saer m'expliquait qu'à Potou, la commercialisation est le seul maillon faible de toute la chaîne agricole. Tout fonctionne très bien : les subventions, les fournisseurs divers d'intrants et de matériel, les agriculteurs sont efficaces et motivés... mais la commercialisation n'est pas régulée et les acteurs ne fonctionnent pas en coordination.

Dans mes entretiens avec les membres de la 1<sup>ère</sup> et de la 2<sup>ème</sup> promotion, tous sont conscients que cultiver en groupe est bien plus avantageux qu'être seul, et reconnaissent que s'ils avaient la possibilité, ils préféreraient se mettre ensemble. Alors, pourquoi est-ce que cela ne se fait pas ? Qu'est-ce qui ne marche pas ? En

---

<sup>17</sup> L'oignon représente 80% des cultures dans la zone de Potou.

premier lieu c'est au niveau des individus et des mentalités. Difficile pour eux d'accepter qu'un autre soit le chef « pourquoi lui et pas moi ? ». Mais aussi tous ceux avec qui j'en discute me parlent d'un problème de confiance, de motivation et de communication. On me disait : « Manque de motivation, ils se disent que si on fait ça, ça ne va pas marcher, qu'un jour ou l'autre quelqu'un va démissionner ou arrêter. Il y a aussi un manque de confiance entre nous de manière générale. ». Ou encore : « Y'a pas de confiance entre les gens, y'a pas de communication. Chacun a ses différents problèmes. ». Et finalement : « Y'a des expériences vécues. La plupart de ces groupements ça se fini toujours en queue de poisson, y'a beaucoup de problèmes. [...]. Y'a des gens qui ne sont pas sérieux. Toutes les choses qu'on se fixe, ils ne les respectent pas. Chacun aussi veut être un chef, ça pose problème. Personne ne peut accepter que son voisin soit président et pas lui. »

Dans une conversation, je découvre une autre raison. C'est aussi difficile de se mettre en groupe parce que l'accès à la terre est très problématique. Pour pouvoir travailler en coopérative avec de nombreux agriculteurs, il faut avoir un vaste champ. Ce n'est pas possible dans l'état actuel où chacun a sa petite parcelle à droite ou à gauche. L'accès à la terre dans ce milieu est encore trop complexe, surtout quand il s'agit d'une large parcelle de plusieurs hectares. Non pas parce que les terrains libres ne sont pas disponibles, j'ai bien vu que 80% des terres dans ce milieu sont inutilisées, mais c'est encore au niveau des mécanismes d'attribution que tout freine. Un des diplômés me disait à ce propos : « Ça va poser problème d'avoir le terrain. La municipalité il n'y a pas de sérieux, pour l'attribution des terres ça sera un problème. C'est très difficile, si tu ne débourses pas beaucoup d'argent, c'est sûr que tu n'auras rien. Les pots de vin c'est pas normal, c'est comme ça que ça se passe ici au Sénégal. »

Au cours de mes recherches, je me suis souvent dit qu'il manquait un mouvement, une impulsion et quelqu'un qui pourrait fédérer tout un groupement. Quelqu'un de motivé, qui pourrait réunir les agriculteurs sous un même toit, les convaincre de se mettre ensemble. Mais aussi qui serait prêt à se charger seul des démarches administratives, et à maintenir le dynamisme du mouvement initial. J'ai beaucoup pensé à Saer pour cela. Parce qu'il est connu dans le milieu, respecté, que c'est un excellent orateur et qu'il connaît la machine administrative. Les diplômés pourraient aussi jouer ce rôle, et à ce propos ils me répondent souvent que cela serait possible, que les gens les écouterait. Mais qu'eux-mêmes préféreraient s'unir entre membre de la même

promotion : « J'ai confiance en ceux qui ont les connaissances, mais pas en les autres. ».

Saer me disait que ce phénomène est vraiment problématique, et que cela représente un danger pour les producteurs dont ils ne sont pas vraiment conscients. « À la longue, les grosses entreprises d'agrobusiness vont tout racheter, et les agriculteurs vont se retrouver employés dans leurs propres champs. ».

#### 4.2 La transformation à Potou

Deuxième phénomène observable à Potou : les agriculteurs transforment très peu leurs produits. Même si une des raisons est compréhensible : la transformation coûte cher et nécessite d'importants investissements pour avoir des machines, peut-être que toute l'explication n'est pas là. En tout cas, c'est ce que j'ai essayé de comprendre.

Tous ceux que j'ai interrogé sur la question s'accordent à dire que la transformation est un aspect important du métier d'agriculteur aujourd'hui, et nécessaire pour bien s'en sortir. Ils en sont tous intéressés, mais aucun ne transforme, aucun n'investit. Seule Yacine de la 1<sup>ère</sup> promotion pratique la transformation, mais pas de produits agricoles : elle fait de la lessive et du tabac séché.

Une des premières raisons qu'ils me livrent concerne le manque de savoirs, ils ne connaissent pas les procédés pour transformer et conserver. C'est compréhensible, et peut-être alors que ce thème choisi de la formation de 2017 fait plus sens que ce que je n'avais cru. Mais alors comment expliquer que ceux qui ont participé à cette formation ne transforment pas non plus, à l'image de Mandiaye et Saliou. J'ai l'impression qu'il s'agit d'un manque d'intérêt, de quelque chose qu'ils ne connaissent pas vraiment même s'ils ont les savoirs pour. Certes ils sont conscients que la transformation apporterait un gain important, mais peut-être qu'ils ne l'intègrent pas vraiment à leur activité.

Considérons le problème de mécanisation, bien souvent on me répond qu'il n'y a pas transformation parce qu'il n'y a pas de machine. J'étais alors très surpris de découvrir un jour une machine pour transformer la tomate en coulis, dans la réserve de la MFR. Une machine imposante d'un mètre cinquante de haut, qui prend la poussière dans une pièce obscure. J'ai par la suite pris soin de m'intéresser aux produits vendus au marché hebdomadaire de Potou. Et j'avais remarqué un grand nombre de vendeuse de tomate,

mais pas une seule conserve ou bouteille de coulis ou de pulpe. Par rapport à tout cela, Saliou m'avoue qu'il n'était pas au courant qu'il y avait cette machine, qu'il n'était peut-être pas là quand elle fonctionnait. « Tu sais en Afrique, il y a beaucoup de problèmes pour la gestion, peut-être que la gestion du matériel n'était pas bien encadrée. ». Et il me dit que les vendeuses du marché ne savent certainement pas comment utiliser la machine. Oui, mais pourquoi tout de suite abandonner. Certains à Potou et notamment lui, ou Saer, ont les connaissances nécessaires pour transformer la tomate et faire fonctionner la machine. Ils pourraient encourager et impulser ce genre d'initiative, et les encadrer.

Autre possibilité, la 2<sup>ème</sup> promotion avaient appris des méthodes manuelles pour la transformation. Mais j'ai l'impression qu'ils ne se montrent pas très intéressés par cela non plus. D'après Saliou, ces procédés sont éprouvants, peu fructueux, demandent beaucoup de main d'œuvre, et donc ne sont pas pratiqués.

Finalement, peut-être qu'on arrive à un lien entre la transformation et le problème de travailler en groupe. Manuellement, cela demande d'être un groupe et de travailler ensemble pour un même objectif. Et ainsi pallier le manque de rendement par la somme des productivités de chacun. Investir et acheter des machines, demande aussi de s'associer. Les machines coûtent cher et l'apport d'un seul agriculteur peut difficilement suffire. Comme je l'ai précisé dans la partie précédente, le travail collectif est très problématique dans ce milieu. C'est peut-être aussi cela qui freine le développement des processus de transformation à Potou.

## **Chapitre 5 : Remarques générales et positionnement théorique**

Voici finalement le dernier chapitre de mon travail. J'ai encore beaucoup de remarques importantes à faire autour des formations. Je les présenterai successivement dans cette première partie. Ce sont des éléments autour desquels j'ai beaucoup réfléchi et qui peuvent faire office de conclusion sur les formations.

Dans une deuxième partie je reviendrai sur les idées des auteurs que j'ai présentés dans la partie théorique, pour essayer de trouver ma position par rapport à ce que j'ai pu observer à Potou.

### **1. Remarques et conclusion sur les formations**

Une question importante est soulevée par le professeur De Leener dans son rapport sur les MFR du Sénégal. Dans quelle mesure les formations constituent un point de départ ? Dans le sens où elles ne doivent pas se limiter à transmettre des savoirs, mais véritablement pousser les apprenants à continuer à se former, à apprendre par eux-mêmes. C'est à travers ce rôle que les MFR seront un véritable moteur de l'innovation, pousser les jeunes à créer par eux-mêmes, à voir plus loin. (De Leener, 2018).

#### 1.1 Le goût d'apprendre en milieu rural

J'ai cherché des réponses dans ce sens, en questionnant les membres des deux promotions. Est-ce que vous êtes satisfait de ce que vous avez appris ? Est-ce qu'il y a d'autres éléments que vous auriez souhaité apprendre et aborder durant les formations ? Qu'est-ce que vous faites lorsque vous avez une question à laquelle vous ne pouvez pas répondre ? Est-ce qu'il vous arrive de remettre en question ce que vous avez appris, et de faire différemment dans vos champs ?

Principalement, tous sont satisfaits de ce qu'ils ont appris, très satisfaits. Yacine me répondait : « On nous a vraiment tout appris, comment gérer, comment semer, comment arroser, comment récolter, comment vendre. On connaît vraiment l'essentiel ». C'est souvent cette réponse qui ressort, ils ont appris « l'essentiel », ils savent gérer entièrement leur exploitation. Même s'il y a toujours des choses à apprendre, et qu'on peut continuer de se former, l'important a été fait avec ces

formations. Je pense que c'est ça qu'il faut retenir. Personne ne me répond être déçu ou avoir manqué d'apprendre quelque chose.

Ceux que j'ai rencontrés sont tous curieux d'apprendre, curieux de nouvelles choses. Chacun avec ses moyens se renseigne quand ils sont face à un problème. Sur internet pour certains, auprès d'un proche pour d'autre, ou chez un agriculteur qu'ils savent être compétent. Tous me disent vouloir continuer à se former et participer à d'autres formations s'ils en ont la possibilité. Lorsque je posais ces questions à Yacine, elle s'est dirigée vers sa commode pour me remettre une pile imposante de diplômes et certificats, et de documents techniques sur l'agriculture. Khady et Djiby aussi m'ont montré qu'ils avaient des documents et des livres sur la culture agricole. Saliou et Moussa me disaient : « Je regarde des vidéos, je cherche des techniques que d'autres personnes utilisent. La façon qu'ils ont de faire l'agriculture c'est surtout ça qui m'intéresse. » ; « Le plus important, je l'ai appris avec ces formations. Tout ce qu'il me reste et que je veux apprendre, c'est aller en Europe et voir comment eux aussi ils travaillent. ». Djiby formulait cette même envie d'aller en Europe, voir quelles techniques sont utilisées, comment l'agriculture marche chez « nous ». Il ne s'agit vraiment pas ici d'immigrer clandestinement ou d'aller chercher un petit travail en Europe, mais vraiment de découvrir les choses, autre chose. Ils veulent continuer à apprendre.

Personnellement, je ne connais pas grand-chose sur le sujet des techniques agricoles et de l'agronomie. J'en sais un peu plus après Potou. Mais je me suis demandé pourquoi est-ce qu'ils pensent que ce que peuvent faire les européens est forcément mieux que ce qu'eux font et apprennent chez eux et à la MFR ? Saliou me répond que c'est parce que leur agriculture est trop en retard, et les rendements sont trop faibles par rapport à l'agriculture européenne mécanisée. Certes.

Mais, y a-t-il un modèle universellement valable ? Peut-on vraiment considérer aujourd'hui l'agriculture mécanisée occidentale comme préférable, ou modèle ? Même un regard distrait sur ce type d'agriculture montre clairement qu'on se dirige vers une impasse majeure de la destruction des moyens de production (sol et environnement).

De l'autre côté, il serait intéressant de savoir ce que veut dire « être en retard », de ce que Saliou et les autres considèrent comme leur retard. D'où provient ce sentiment de

ne jamais être celui qu'on devrait être ? Il faudrait s'intéresser à cet ensemble de représentations qui « enferment » les jeunes, et en faire un sujet de discussion pendant les formations. C'est dans ce sens que la MFR aura un potentiel d'interpellation sur sa propre situation, et sur celle des jeunes. Il faut réussir à s'extraire de ce sentiment de moins bien, d'être moins bien. Et peut-être qu'ainsi l'implication des jeunes dans leur activité de tous les jours sera décuplé, et leur regard sur la vie (leur vie) modifié.

### 1.2 Les processus d'innovation

« Souvent on dit que les formations sont un moteur pour le changement, pour l'innovation. Est-ce que toi, Saer, tu penses que les formations poussent les jeunes à créer par eux-mêmes ? ». Saer m'explique que les formations sont pensées en identifiant les besoins et les volontés des jeunes. « Dans les projets d'insertions ils réfléchissent déjà à comment innover ce qu'ils ont appris ». Il a observé par la suite des jeunes qui ont fabriqué des outils pour leur champ avec des matériaux de récupération. Et à ce sujet, Djiby me disait : « J'ai eu le financement mais je ne me suis pas arrêté là, j'ai rajouté deux bassins et en plus du goutte-à-goutte j'arrose aussi. C'est moi qui ai payé les deux bassins avec l'argent que je gagne, mais ça ne fait pas parti du financement. J'ai essayé de faire des choses, je diversifie plus mes cultures, je fais des tomates parce que les oignons sont longs à pousser. C'est pour ça que j'ai fait des bassins pour pouvoir arroser mes tomates sur mon champ. J'ai beaucoup d'idées dans ma tête mais les moyens manquent. J'ai envie de faire des poulaillers, mais je me suis renseigné et c'est trop cher. ». Yacine aussi a essayé de faire un petit potager de 20 mètres carrés derrière chez elle, mais a dû arrêter à cause d'un manque d'eau.

Il y a des initiatives qui naissent, à l'image de Djiby ou Yacine. Mais le manque de moyens dans ce milieu est un frein important à l'innovation et au développement. Comment faire quand on a des idées, mais pas d'argent pour les réaliser ? Cependant, d'après mon expérience, ce phénomène reste rare, les nouvelles choses et idées sont rares. Souvent, ils préfèrent utiliser les mêmes techniques qui se transmettent, et rester dans ce qu'ils connaissent. Comme Moussa disait : « Pour l'instant je préfère m'appliquer sur ce que j'ai appris pour bien m'implanter et fonctionner. ».

Il s'agit ici encore d'un défi pour les MFR. D'un double défi, avec d'un côté l'innovation, et de l'autre le défi de l'imagination. Les formations doivent pousser à se détacher des représentations conventionnelles de l'avenir, du travail, de

l'agriculture. Cela dans l'optique de pouvoir mieux appréhender sa propre situation, sans attacher son esprit à des modèles occidentaux qui apparaissent souvent comme meilleurs dans l'imaginaire. Tout cela dans le défi d'inventer une agriculture sahélienne qui ne serait pas le prolongement local d'une économie mondiale.

### 1.3 Le rapport à l'agriculture

Autre remarque. Comme je l'ai évoqué, lors des entretiens avec les diplômés, ils m'expliquaient qu'avant les formations ils n'avaient aucune idée de comment cultiver, comment faire du maraîchage. Mais maintenant grâce à la MFR, ils savent et sont capables de gérer leur propre exploitation. Je trouve cela intéressant. De l'extérieur, on pourrait croire que parce qu'ils vivent dans cet environnement entièrement rural et agricole, et sont baignés dans les activités agricoles depuis toujours, ils sauraient déjà comment cultiver. Qu'ils l'auraient appris auprès de leurs parents, où avec les petits boulots d'arrosage des champs. Mais ils m'apprennent que n'est pas le cas. L'agriculture c'est vraiment un métier, qu'il faut apprendre et développer. Ce n'est pas parce qu'on arrose de temps en temps qu'on est un agriculteur.

Ceux que j'ai rencontré à Potou sont tous passionnés par l'agriculture. Quand j'enquêtai et demandais « Est-ce que vous aimez l'agriculture ? Qu'est-ce que l'agriculture représente pour vous ? » Ils me disaient tous qu'ils aimaient travailler la terre, et étaient fiers de leur activité. Mais, à plusieurs reprises, ils complétaient leur réponse en rajoutant : « dans la zone où nous sommes, on ne connaît que ça comme bon boulot », « C'est quelque chose qui m'attire, parce que je suis né dans le milieu rural. Et dans le milieu rural on pratique l'agriculture », « de toute façon ici, on ne connaît que ça ». Il y a un côté fataliste dans ces propos, qui traduit peut-être une inéluctabilité de se diriger vers l'agriculture. Ainsi, je me suis demandé dans quelle mesure est-ce qu'ils aiment et choisissent vraiment de faire de la culture agricole. Est-ce finalement un choix qui s'impose à eux ? S'ils avaient eu la possibilité de faire autre chose, se seraient-ils quand même tournés vers l'agriculture ? J'aimerais être sûr que tous leurs choix sont vraiment raisonnés et non pas contraints, je n'arrive pas à me satisfaire de cette réponse de « on ne connaît que ça ».

Ma prochaine remarque est partiellement liée à la précédente, et c'est peut-être l'observation la plus capitale que j'ai faite jusqu'à présent. Il faut d'abord revenir aux modalités de l'activité dans ce milieu. Comme je l'avais expliqué, initialement les

jeunes pratiquent de nombreux petits boulots simultanément, et vivent de la somme de leurs petits salaires. Ensuite, et notamment ceux qui ont fait les formations, ils « évoluent » et se consacrent à la culture maraîchère qui est une activité qui rapporte plus. Ils doivent parfois compléter ce travail avec quelques petits plus, mais globalement ils ont atteint un stade d'activité plus stable. C'est à ce stade que sont ceux avec qui j'ai échangé : Moussa, Djiby, Yacine, Pape Ibrahima, Khady... À ce moment, je leur demande, comment imaginez-vous votre vie dans 10 ou 15 ans ? Où voulez-vous aller ? Ils me répondent qu'ils souhaiteraient avoir de plus grands champs, pour pouvoir ne vivre que de leur activité agricole. Et aussi commencer à se développer, mettre de l'argent de côté, investir. C'est là que les choses deviennent particulièrement intéressantes. Ils me disent que s'ils atteignaient ce stade supérieur, alors ils laisseraient leurs champs aux mains de leur famille, ou d'un employé qui travaillerait pour eux et s'occuperait de leurs parcelles. À partir du moment où ils gagneraient suffisamment d'argent pour « ne plus s'inquiéter », ils délaisseraient le travail agricole pour chercher d'autres activités dans d'autres secteurs : commerce, vente, restauration, investissements... Ce sont ces mêmes personnes qui me disaient aimer l'agriculture et être fier de cette activité.

Que faut-il penser de tout cela ? Est-ce que cela signifie qu'ils se désintéresseraient de l'agriculture pour une activité plus rentable ? Et donc que ce qui les motiverait, ce serait avant tout de très bien gagner sa vie plutôt que de s'investir dans ce métier d'agriculteur. Pourquoi ne voudraient-ils pas diriger leurs investissements vers l'agriculture plutôt que le commerce ? Continueraient-ils de s'intéresser au travail de la terre ? Je ne crois pas que cela soit dû à la pénibilité du travail agricole. Ils pourraient très bien investir pour leurs champs : machines, outils, plus de surface, et laisser le travail difficile à des salariés. Mais c'est vraiment une démarche pour s'extraire de l'agriculture, et s'engager dans d'autres secteurs.

Finalement, tout semble se passer comme si le travail agricole représentait une étape de transition, entre petits boulots et activité très rentable. Mais qu'à haut niveau, très peu d'entre eux voudraient poursuivre dans cette profession. Plus encore, dans ce milieu l'agriculture est-elle un tremplin et le moyen pour aller voir au-delà des champs ? Encore beaucoup de questions et très peu de certitude, mais tellement de pistes passionnantes à explorer.

## 2. Positionnement théorique

Voici finalement la dernière partie de ce mémoire, avant de parvenir à une conclusion. Je vais revenir sur tout ce qui a été dit avant moi, les arguments des auteurs que j'ai présentés dans la partie théorique, et y répondre à la lumière de mon expérience de Potou.

C'est à travers les recherches de Bruno Losch que j'ai présenté la situation des jeunes ruraux. Les enjeux démographiques, la situation face à l'emploi, l'adaptation au milieu. Et même s'il n'a certainement pas basé ses études sur Potou, une grande partie de ce qu'il présente correspond au contexte que j'ai vécu. Tout d'abord la pluriactivité des jeunes, induite par des revenus agricoles trop faibles (Losch, 2016a). À Potou, le marché de l'oignon, de la tomate ou de la carotte est très incertain. Les prix sont soumis à la volonté des commerçants, et à l'adresse de négociation des bana-banas. Au final c'est toujours l'agriculteur qui est lésé et se retrouve avec moins. Que ce soit parce que les prix choisis par les agences nationales ne sont pas respectés, ou parce que les revenus agricoles sont simplement très faibles. Rappelons-nous de Pape Magor, chanceux propriétaire d'un demi-hectare et qui ne récoltait que 285 € après une saison de 3 mois. Alors il faut compléter ses revenus et multiplier les activités. Bruno Losch disait que ce sont les jeunes les plus touchés. Et c'est pareil à Potou, seuls les jeunes ont assez d'énergie pour arroser de 4h à 10h, puis conduire de 12h à 17h, et rentrer les bêtes à 19h. À partir d'un certain âge, on ne s'occupe que d'une seule activité, et on laisse ses jeunes faire le reste.

Bruno Losch s'aligne implicitement sur l'économie de marché dans ses études, telle qu'elle existe aujourd'hui. Pour aller plus loin, une réflexion en profondeur nous amènerait à (re)considérer l'économie locale en milieu rural, à en mieux comprendre les mécanismes et fonctionnements. Ainsi, plutôt que de toujours chercher à s'insérer et à suivre une économie mondialisée, il faudrait peut-être trouver la place de l'économie rurale. À cette heure où les alternatives aux marchés économiques classiques foisonnent dans nos pays occidentaux, il faudrait également réfléchir à des alternatives pour l'économie rurale. Cela toujours avec un ensemble d'idées à l'esprit : repenser la coordination et l'organisation entre les différents acteurs locaux, reconsidérer l'articulation entre le local et le national, « couper » ce lien direct entre local et international et l'influence des marchés mondiaux sur le milieu rural.

Puis c'est avec Jean-Pierre Rolland que j'ai introduit le principe des formations professionnelles. Ce dernier préconisait une ouverture des formations, qui devraient toucher plus de personnes, être moins techniques, tout en étant ancrée dans la réalité du monde rural et agricole (Rolland, 2016). Tout cela me semble être en effet primordial. Un des principaux défauts à remarquer dans les projets de développement, c'est cet aspect détaché et coupé de la réalité. Les projets, ou formations ici pour nous, sont pensées en comité fermé, par des experts complètement étrangers aux réalités sur place. Ils sont guidés par leurs propres perceptions du monde, qu'ils n'observent qu'à travers leurs propres « lunettes ». Impossible par la suite d'adapter ce qu'ils ont conçu à une utilisation sur le terrain. C'est un phénomène dont nos professeurs nous ont longuement parlé et mis en garde tout au long de notre cursus de Master.

Dans un second temps, Jean-Pierre Rolland recommande à ce que les formations intègrent cet aspect de polyvalence de l'agriculteur sahélien, qui conjugue culture, élevage, peinture, maçonnerie... comme activités. Et donc de proposer des formations qui toucheraient à ce panel de compétences (Rolland, 2016). À Potou, les formations proposées par la MFR sont plus précises et thématiques : maraîchage, transformation, dégradation des sols, gestion du budget. Chacune des thématiques pour une formation. Lorsque les apprenants parviennent à l'issue de leurs séances, ils repartent avec un bagage de connaissance solide sur un sujet précis. Par exemple, ceux de la 1<sup>ère</sup> promotion de 2014, n'ont appris « que » le maraîchage mais savent à présent tous gérer entièrement une exploitation agricole. Même s'il est vrai que la majorité d'entre eux pratiquent d'autres activités, qui peuvent très bien être de la maçonnerie ou de la menuiserie, je ne suis pas sûr qu'il aurait été profitable qu'ils aient suivi par exemple une séance sur la préparation du béton, et une autre sur la coupe du bois. Je trouve le système de formation proposé par la MFR plus adapté, les sujets uniques préférables, et les promotions qui se sont succédées en sont un bon exemple. Il vaut mieux approfondir un seul thème, plutôt qu'avoir de petites connaissances sur plusieurs et au final ne pas pouvoir les utiliser convenablement.

La diversification des offres de formation est à encourager, mais avec pour condition que les structures aient les moyens de proposer des formations entièrement complètes sur l'ensemble des thématiques. Il est important que les apprenants ne soient pas pénalisés dans leur apprentissage, pour raison que les ressources nécessaires ont été allouées à une autre formation simultanée. Ainsi, les idées de Jean-Pierre Rolland font

sens. Diversifier les métiers des formations permettrait de toucher un ensemble plus important de la population, et de participer au perfectionnement des compétences de l'activité rurale. Lorsque je me trouvais à Potou, Oumar travaillait dans la réalisation de forages et m'a expliqué qu'il aurait souhaité faire une formation pour développer son activité.

Dans la suite de mon développement, je présentais une étude de Benoit Tine et Aminata Sall. Ces deux auteurs se sont penchés sur la question de l'emploi des diplômés supérieurs au Sénégal, à travers une étude de cas dans un centre téléphonique. Ils concluaient que les offres d'emplois n'étaient absolument pas en adéquation avec la formation des jeunes diplômés. Ces derniers étaient donc contraints d'occuper des postes non-qualifiés, en attendant de trouver un emploi à hauteur de leurs compétences (Sall et Tine, 2015). Les statistiques nationales sénégalaise sur la jeunesse et l'emploi, confirmaient les observations des deux auteurs, et cette situation dramatique. Il y a certes une différence entre nos deux contextes, urbain et la capitale Dakar dans l'étude, et rural dans mon cas. Néanmoins, c'est un phénomène que j'ai également remarqué à Potou. J'avais évoqué cette observation précédemment dans mon développement, avec l'exemple d'Arame et Maïmouna, titulaires du baccalauréat mais qui occupent des emplois non-qualifiés. Mais aussi avec le peu de postes qualifiés à Potou : le pharmacien, les aides-soignants, les gendarmes. De la même façon que se conclue l'étude de Sall et Tine, je pense aussi que la formation professionnelle au Sénégal est un secteur qui doit être remanié et repensé. Mais surtout développé rapidement avec de nouveaux investissements.

C'est dans cette direction que l'activité de la MFR fait sens : pouvoir proposer une réelle alternative qui fonctionne pour tous ces jeunes. J'ai bien observé qu'aujourd'hui à Potou, le diplômé supérieur, ou « français », désintéresse et motive vraiment très peu. Surtout parce qu'il n'aide pas dans l'activité, ou la recherche d'un travail. Ainsi, il est bien plus pertinent de se former professionnellement à un métier qu'on aime. Et c'est vraiment ce qui permet ensuite d'entrer en activité.

Un autre aspect sur lequel je souhaiterais revenir pour discussion est celui de la rationalité en milieu rural. Avant ce travail, j'ai longuement parcouru la littérature sur le sujet pour trouver un auteur le plus proche de ce que je ressentais. C'est chez Frédéric Landy que j'ai trouvé ce que je cherchais, et son étude *Rationalités et objectifs des exploitations paysannes*. J'ai retrouvé tout ce qu'il présente dans le milieu de

Potou. Les objectifs des agriculteurs énoncés dans le contexte local, les différentes stratégies en fonction de la période, mais aussi de la situation géographique et familiale. Mais surtout cette volonté qu'il possède, et que je partage, de véritablement comprendre les choix des ruraux. Pourquoi fait-il ça plutôt qu'autre chose ? Pourquoi tel acteur rural choisit-il ceci ? Frédéric Landy présente ses réflexions sur ce sujet avec la notion de « capital subjectif ». C'est un concept qui me parle et avec lequel je suis familier. À Potou j'ai observé des phénomènes et des choix que je ne parvenais pas à expliquer. Pourquoi à 14 ans Khady choisi d'aller se former à la MFR, alors que généralement c'est autre chose qu'on observe pour son âge ? Pourquoi à la promotion de 2014 seul Pape Ibrahima s'inscrit à la formation, et personne d'autre de Potou, ni ses deux frères qui vivent avec lui ? Peut-être que toutes les réponses dépendent précisément de ce « capital subjectif », construit par le vécu de chacun. La singularité fait partie du paysage rural et sans doute faut-il y découvrir quelques-unes des pistes qui peuvent ouvrir l'avenir (aujourd'hui guère ouvert).

Au cours de mon développement, j'ai abordé les études sur la jeunesse rurale africaine avec la remarque que généralement elles s'attelaient à dresser un profil du jeune rural, plus que de chercher à comprendre les choses depuis son point de vue. Pour compléter ce que j'ai déjà écrit dans la partie 4 du premier chapitre, j'ai pensé à deux exemples supplémentaires : les migrations, et les perspectives des jeunes de leur propre point de vue.

Généralement dans les recherches sur le sujet plusieurs types de migrations sont définies : migrations de travail à l'intérieur du pays pour trouver un emploi à la ville ou dans une autre zone rurale, migrations pour se marier et les migrations internationales vers l'Europe. J'aimerais rajouter une autre modalité que j'ai découvert à Potou : les migrations pour apprendre et pour voyager. Comme Moussa et Djiby me l'avaient dit dans nos discussions, ils désirent tous les deux se rendre en Europe pour y observer les techniques agricoles. Il ne s'agit absolument pas d'une immigration pour chercher un petit boulot dans une Europe synonyme de réussite. Mais véritablement d'une curiosité de leur part et d'un désir d'apprendre, de découvrir autre chose. Ils veulent eux aussi partir à la découverte. Et d'autres également à Potou m'ont dit qu'ils voulaient partir eux aussi, non pas immigrer, mais voir ce qui se fait ailleurs et apprendre des autres. En un mot, voyager.

Bien sûr, à l'image d'Oumar avec qui j'ai beaucoup discuté, certains veulent immigrer pour trouver un travail qu'ils imaginent meilleur et plus lucratif. Ce phénomène est caractéristique d'un déficit d'avenir chez les ruraux, qui rêvent d'un ailleurs et d'une réussite en Europe.

J'en arrive à un autre aspect que je trouve qui paraît peu appréhendé par les auteurs : le manque de perspective pour l'avenir des jeunes ruraux, mais surtout ce qu'eux en pensent et comment eux voient leur avenir. J'ai pu remarquer et comprendre ce phénomène grâce à une question de mon questionnaire : avant de faire les formations, comment imaginiez-vous votre avenir ? Que pensiez-vous que vous feriez dans 10, 15 ans ? Bien souvent ils ne savent pas, ils ne parviennent pas à me répondre. Ils n'arrivent pas à s'imaginer une profession, même juste de l'ordre du rêve. Alors ils répondent en tournant autour des petits boulots qu'ils font déjà, mais impossible de se projeter. Je trouve que c'est un aspect qui n'est pas assez étudié et qui mériterait qu'on s'y intéresse davantage.

Pour ma remarque suivante, il faut revenir à l'observation que je faisais dans la partie précédente : à partir d'un certain niveau de revenus, les agriculteurs du milieu de Potou vont délaisser peu à peu l'agriculture et se tourner vers d'autres activités. J'étais vraiment très heureux d'avoir pu arriver à cette observation après avoir analysé et ré-analysé les nombreuses interviews que j'ai faites. J'avais l'impression d'avoir découvert un phénomène important. Je me suis alors senti un peu déçu, lorsqu'après avoir remarqué puis écrit ce passage, j'ai lu que Bruno Losch abordait ce phénomène et en présentait des similitudes. Ce dernier appelle ce phénomène la « diversification des sources de revenu ». Il explique qu'à faible revenu, les familles sont contraintes d'adopter des « stratégies de survie », et que petit à petit avec la hausse de leurs revenus, elles développent et diversifient leurs activités (Losch, 2016b). C'est aussi ce que j'ai observé à Potou, et cette étude de Bruno Losch permet d'expliquer en partie ce phénomène. Je pense qu'il y a néanmoins encore quelques zones d'ombres qui mériteraient qu'on s'y intéresse. Peut-être à travers ce cadre précis que j'ai présenté : étudier le rapport à l'activité agricole en fonction des revenus des agriculteurs.

Faut-il comprendre que l'agriculture n'est perçue qu'à travers son potentiel de revenus ? Et donc que l'argent serait le principal moteur de l'activité dans ce milieu. Le rapport à l'argent est particulier à Potou, c'est quelque chose que j'ai déjà évoqué dans mon développement. Mais finalement, qu'y a-t-il au-delà de l'argent ? Ce sont

des questions difficiles que, bien entendu, mes investigations ne permettent pas d'aborder ni même, à vrai dire, de formuler définitivement.

Finalement, j'en arrive au dernier aspect de mes observations de Potou dont je souhaite « débattre » avec d'autres travaux d'auteurs. C'est quelque chose que j'ai lu à plusieurs reprises, notamment dans l'étude d'Inter-Réseaux, ainsi que de Bénédicte Gastineau et Valérie Golaz *Être jeune en Afrique rurale*. Les auteurs parlent de cette nouvelle génération montante dans ce milieu rural, plus engagée, plus motivée, plus instruite, plus ouverte que ses aînés. « Les jeunes se mobilisent particulièrement. Beaucoup d'entre eux estiment avoir « une plus grande compréhension de leur environnement » et une « plus grande ouverture d'esprit » qu'ils associent à l'éducation scolaire » (Inter-Réseaux, 2015 : 4). C'est également ce que j'ai pu observer à Potou. Les jeunes veulent faire bouger les choses, et cherchent à s'extraire de l'attentisme des anciens. J'ai vu que ceux qui étaient engagés pour le développement de leur communauté à Potou, ce sont les jeunes. Et ils le montrent activement. J'avais évoqué précédemment cette association de jeunes, les Frères Unis pour le Développement de la Commune, pour lesquels Saer et moi étions très engagés. Leur première idée était de nettoyer entièrement Potou, et d'enlever tous les déchets qui s'accumulent derrière les maisons, où personne ne regarde. Dans ce même sens, Saliou me disait : « Ce sont les jeunes qui bougent. Peut-être nos ancêtres qui étaient là, peut-être ils ne voulaient pas bouger, ils ne travaillent pas comme il le fallait. [...]. Mais avec la jeune génération ça comment à bouger ».

Les jeunes, individuellement ou collectivement, sont-ils aujourd'hui les seuls moteurs de la construction d'un autre avenir pour tous ? Et alors comment faire dans une société rurale africaine où l'âge reste essentiellement synonyme de sagesse, de connaissance et offre les clés du pouvoir ? Finalement, comment cette question est-elle prise en main par les MFR, notamment à Potou ? Car former les jeunes à un métier est une chose, mais les former pour les rendre acteurs de la (re)construction de leur société est une toute autre chose.

## Conclusion

J'ai lu quelque part que lorsque l'on écrit un roman, le plus important sont les deux premiers chapitres. Le premier pour éveiller la curiosité du lecteur. Puis le deuxième pour embraser son esprit, et qu'il ne s'en détache plus. Peut-être que dans le cas d'un mémoire ce serait l'introduction et la conclusion. C'est là qu'on peut ouvrir son esprit, écrire avec son cœur, et agripper celui qui va lire.

Qu'ai-je fait, qu'ai-je compris ? Et à travers mon mémoire, qu'ai-je raconté, qu'ai-je transmis ?

J'étais guidé par cette idée de découvrir l'impact des MFR dans le développement local. Pour y répondre je suis parti vivre la réalité de Potou et de ses jeunes, de sa MFR et de ses diplômés. Au-delà de toute recherche, de toute problématique, de tout questionnement, c'est finalement la vie que j'ai saisie. J'ai réalisé que dans ce milieu on a rarement le luxe de choisir, qu'il faut penser à s'en sortir plutôt qu'à ses passions, et que chaque nouveau matin n'est pas la promesse d'une journée douce. On est poussé par sa famille, par son courage, par son envie d'ailleurs. Et on ne peut jamais douter, il faut toujours y croire.

La MFR offre un peu de cela, la perspective d'un avenir plus serein. Ceux qui y gravitent, se savent chanceux et en font profiter les autres autour d'eux. On s'y inscrit pour réaliser son rêve, assouvir ses passions, apprendre un métier et se mettre en activité. Quand on en ressort, on est sûr de soi, on se sent fier et un peu plus prêt à affronter ses difficultés. Le quotidien des diplômés s'améliore, et leur communauté en est impactée. C'est par ce double effet que les MFR participent au développement de leur milieu : en bouleversant la vie d'une personne elle touche aussi celle de ses proches.

À Potou lorsque l'on soulève une pierre, il y a toujours d'innombrables grains de sable en dessous, et à chaque fois que j'avais une réponse en main, deux nouvelles questions en jaillissaient. Pourquoi y a-t-il encore si peu de personnes qui s'inscrivent aux formations ? Pourquoi décide-t-on de ne pas s'inscrire ? Comment historiquement la MFR de Potou était-elle perçue avant de se tourner vers les formations ? Que penser des structures de formation de l'État ? Comment faire pour dynamiser l'innovation dans ce milieu ? Qu'est-ce que l'agriculture représente réellement pour les agriculteurs

de ce milieu ? Est-ce qu'on est « contraint » de pratiquer l'agriculture quand on vit en milieu rural ? Quel est le rapport à l'argent dans ce milieu et qu'y a-t-il au-delà ? Finalement, comment pouvons-nous tous aider cette belle association sénégalaise, l'ANMFR ?

Je repars en laissant de la place derrière-moi, des pistes à approfondir et des questions à explorer. Il y a encore tant à faire, et tant de directions différentes. Avec mon court séjour, j'ai posé les bases pour appréhender la vie rurale et sociologique de Potou. S'il fallait poursuivre, toutes ces interrogations en suspens devraient être creusées. Et si je devais moi-même m'y replonger, je choisirais de considérer davantage les relations entre les acteurs : producteurs, commerçants, revendeurs, et institutionnels.

Je crois tout de même avoir compris certaines choses au bout de mon aventure. J'ai essayé de tout raconter. Je n'oublie pas mon objectif initial et tout ce travail n'a pas été fait juste pour être lu. J'ai l'impression d'avoir participé à quelque chose, et je suis désormais engagé pour toutes celles et ceux que j'ai rencontrés. Khady, Yacine, Djiby, Moussa, Pape Ibrahima, Mandiaye et Saliou, c'est leur histoire que je raconte ici. Saer, Oumar, Bakary, Pape Magor, Arame, Maïmouna, Modeul, c'est leur vie qui est là derrière mes phrases.

Pendant mon passage, j'ai demandé à toutes ces personnes si elles avaient un rêve. Et au détour d'une conversation, sans prévenir ni expliquer pourquoi, je leur posais « quel est ton rêve ? ». Ils m'ont fait confiance pour s'ouvrir. Plus que des noms dans un récit, découvrez à présent les visages et les mots de tous ceux que je vous ai présenté. Répondez à leurs sourires.

Je suis parti, mais je serai de retour. Il y aura toujours une partie de moi qui reste à Potou. C'est ainsi que se termine ce travail. Mais pour moi, tout ne fait que commencer.

## Quel est ton rêve ?



**Saer** : « Disposer d'un bureau très fonctionnel et d'une salle de réunion à louer. Et des stagiaires qui finiraient leurs formations. Et surtout, d'être payé tous les mois »



**Pape Ibrahima** : « Réussir dans la vie, avoir du travail, de l'argent, des maisons, des voitures »



**Yacine** : « Bien réussir dans mon champ, gagner beaucoup d'argent, pouvoir réinvestir sur autre chose. Transmettre ce que j'ai appris »



**Khady** : « Avoir des enfants, et leur transmettre ce que j'ai appris dans ma formation »



**Djiby** : « Voyager pour accroître mes connaissances. La connaissance la plus perspicace, c'est ce que tu vois avec les yeux »



**Moussa** : « Travailler, avoir une grande superficie, et être un grand monsieur dans le milieu »



**Saliou** : « Être un grand agriculteur connu, au Sénégal en Afrique et partout dans le monde »



**Mandiaye** : « Être un grand anglophone et voyager partout, être un homme d'affaire. Découvrir le monde entier. Devenir un grand homme. Et investir au Sénégal »



**Oumar** : « Travailler bien, gagner beaucoup d'argent, aider les gens »



**Pape Magor** : « Avoir du boulot, gagner de l'argent puis investir pour arriver au Top niveau »



**Arame** : « Avoir une épicerie »



**Nogaye** : « Finir ma formation, avoir ma propre entreprise, avoir beaucoup d'argent et voyager à l'étranger »

## Bibliographie

- Arnaud, Clara. 2016. « Les jeunes ruraux sahéliens, entre exclusion et insertion ». *Afrique contemporaine* 259 (3): 133. <https://doi.org/10.3917/afco.259.0133>.
- Ba, Lamine. 2013. « Les Maisons Familiales Rurales du Sénégal et la formation professionnelle des jeunes ruraux : quelle situation et quelles perspectives ? ». *Document non publié*, ANMFR.
- Burnod, Perrine, Heriniaina Rakotomalala, Beby Seheny Andriamanalina, et Hadrien Di Roberto. 2016. « Composer entre la famille et le marché à Madagascar : Évolution de l'accès des jeunes agriculteurs à la terre ». *Afrique contemporaine* 259 (3): 23. <https://doi.org/10.3917/afco.259.0023>.
- Cabral, François Joseph, Ibrahima Diakhaté, Komi Gavlo, Mansour Fall et Salif Ndao. 2014. « Diagnostic sur l'emploi des jeunes au Sénégal. ». *Initiative Conjointe pour l'emploi des jeunes en Afrique*.
- Champy, Muriel, et Anne-Marie Peatrik. 2016. « Pour une anthropologie critique de la jeunesse en Afrique ». *Afrique contemporaine* 259 (3): 116. <https://doi.org/10.3917/afco.259.0116>.
- Coordination SUD. 2014. « Former les jeunes ruraux pour développer les agricultures familiales ». *Les notes de la C2A N°19*.
- Davies, Arthur. 2018. « Étude d'un programme national d'intensification de l'agriculture sénégalaise ». *Document non publié*, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- Davies, Arthur. 2019. « Rapport de stage : l'ANMFR ». *Document non publié*, Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve.
- De Leener, Philippe, et Ousmane Thioune. 2018. « Évaluation du programme PROMOUV au Sénégal. Rapport de mission ». *Document non publié*, Inter-Mondes Belgique.
- De Leener, Philippe. 2000. « Savoirs nouveaux, rapports nouveaux, identités nouvelles : introduction aux grands champs de recherche du PROSYNAF ». *ENDA GRAF*, Dakar.

- Diouss, Mory, et Maguette Sarr. 2016. « La population du Sénégal en 2016. Un extrait des projections démographiques du RGPHAE ». *Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie*.
- Fall, Abdou, S.T. Fall, I Cissé, A.N. Badiane, M.B. Diao, et C.A. Fall. 2001. « Caractéristiques de la zone des Niayes ». *Cités Horticoles en Sursis ? l'Agriculture Urbaine dans les Grandes Niayes Au Sénégal*, 1-10.
- Gastineau, Bénédicte, et Valérie Golaz. 2016. « Être jeune en Afrique rurale Introduction thématique ». *Afrique contemporaine* 259 (3): 9. <https://doi.org/10.3917/afco.259.0009>.
- Hertrich, Veronique, et Marie Lesclingand. 2003. « Jeunesse et passage à l'âge adulte chez les Bwa du Mali ». *Questions de population au Mali* : 251-281
- Inter-réseaux, Développement rural. 2015. « Jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest : quelles réalités, quelles perspectives ? ». *Bulletin de synthèse souveraineté alimentaire* N°17.
- Landy, Frédéric. 1998. « Rationalité et objectifs des exploitations paysannes : un exemple en Inde du Sud ». *Tiers-Monde* 39 (153): 189-209. <https://doi.org/10.3406/tiers.1998.5226>.
- Losch, Bruno. 2013. « L'Afrique des villes a encore besoin de l'Afrique des champs pour répondre aux défis du continent » *Déméter 2014 : économie et stratégies agricoles* : 95-114
- Losch, Bruno. 2016a. « Appuyer les dynamiques territoriales pour répondre au défi de l'emploi des jeunes ruraux ». *Afrique contemporaine* 259 (3): 118-121 <https://doi.org/10.3917/afco.259.0118>.
- Losch, Bruno. 2016b. « Structural transformation to boost youth labour demand in sub-Saharan Africa : The role of agriculture, rural areas and territorial development. ». *International Labour Office Geneva, Working Paper* N°204
- République du Sénégal. 2014. « Plan Sénégal Émergent ». *Sénégal Émergent*
- Rolland, Jean-Pierre. 2016. « La formation agricole et rurale des jeunes Un enjeu crucial en Afrique ». *Afrique contemporaine* N° 259 (3): 122-25.

Sall, Aminata, et Benoit Tine. 2015. « Les trajectoires d'emploi des jeunes au Sénégal : entre « emplois faute de mieux » et projet professionnel ». *Consortium pour la Recherche Économique et Sociale*, Document de recherche N°71.

Sene, Seckène, Amadou FALL Diouf, Mady Dansokho, Idrissa Diagne, Mamadou Balde, Oumar Sene, Insa Sadio, et al. 2016. « Situation Économique et sociale du Sénégal en 2016 ». *Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie*.

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Louga. 2014. « Situation Économique et Sociale régionale ». *Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie*.

The Millenium Villages Project. 2009. « 2009 annual report ». *Millenium Promise*.

UNICEF Sénégal. 2017. « Éducation inclusive de qualité » *UNICEF*.

## Résumé

Ce travail de mémoire s'intéresse à l'activité de formation professionnelle aux métiers agricoles et ruraux des Maisons Familiales Rurales d'éducation. Il s'agit d'en comprendre l'impact dans le développement local. Ces pistes ont été explorées à travers une étude de cas : la MFR de Potou au Sénégal et les diplômés de ses formations. Cette recherche a fait l'objet d'un travail de terrain de 2 mois à Potou, qui a permis d'appréhender en profondeur le contexte local et la réalité des jeunes ruraux. Dans un second temps, 7 interviews ont été réalisées avec des membres diplômés des formations, et 3 avec des jeunes de Potou. Tout cela a apporté des éléments de réponses sur 2 périodes de la vie des apprenants. Premièrement en amont des formations : comprendre la rationalité en milieu rural et finalement cette démarche à aller se former. Et dans un deuxième temps, toute la période d'après les formations : observer les transformations sur le milieu et la vie des diplômés une fois qu'ils entrent en activité. Tout un travail de réflexion a été réalisé autour de cette activité de formation de la MFR de Potou, avec de nombreuses remarques et pistes de recherche qui restent en suspens.